

REUNION DU BUREAU METROPOLITAIN

DU 10 JUIN 2022

PROCES-VERBAL

BUREAU DU 10 JUIN 2022

EN PRESENTIEL & VISIOCONFÉRENCE - 16H

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Le Bureau de Nantes Métropole, dûment convoqué le 03 juin 2022, a délibéré sur les questions suivantes :

Date de la convocation : 03 juin 2022

Nombre de Membres du Bureau en exercice : 64

Présidente de séance : Madame Johanna ROLLAND - Présidente de Nantes Métropole

Secrétaire de séance : Monsieur Nicolas MARTIN

Points 01 à 09 (16h11 à 16h45)

Présents : 58

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ARROUET Sébastien, Mme BASSAL Aïcha, M. BERTHELOT Anthony, Mme BESLIER Laure, M. BOILEAU Vincent, M. BOLO Pascal, Mme BONNET Michèle, M. BOUVAIS Erwan, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE Francois, M. BUREAU Jocelyn, Mme CADIEU Véronique, Mme COPPEY Mahel, M. COUVEZ Eric, Mme DELABY Françoise, M. DESCLOZIERS Anthony, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, M. GUITTON Jean-Sébastien, Mme IMPERIALE Sandra, Mme JUDALET Anne-Sophie, M. KABBAJ Anas, M. LE CORRE Philippe, Mme LE COULM Juliette, Mme LEBLANC Nathalie, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, Mme LOBO Dolorès, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, Mme NGENDAHAYO Liliane, Mme OGER Martine, M. PARAGOT Stéphane, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. REBOUH Ali, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle, Mme SOTTER Jeanne, M. TALLEDEC Denis, M. TRICHET Franckie, M. TURQUOIS Laurent, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 3

M. GOUEZ Aziliz (pouvoir à M. FOURNIER Hervé), Mme LEFRANC Elisabeth (pouvoir à Mme LEBLANC Nathalie), M. SOBCZAK André (pouvoir à M. TRICHET Franckie)

Absents : 3

Mme LAERNOES Julie, M. QUENEA Pierre, M. TERRIEN Emmanuel

Points 10 à 21 (16h46 à 16h53)

Présents : 56, Absents et représentés : 3, Absents : 5

Départ de M. Alain VEY

Départ de M. François BRILLAUD DE LAUJARDIERE

	• Désignation du secrétaire de séance	05
	• Approbation du procès-verbal du 04 mars 2022	05
1	• Saint-Herblain – Requalification de la rue Cheverny-Grand-Bois – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle - Maîtrise d'œuvre externe – Lancement d'une consultation	05
2	• Espace public - Voirie - Programmes enveloppes – Lancement de consultations	08
3	• Rezé – Engagement Loire - Réaménagement de la cale de mise à l'eau de Trememoult - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Maîtrise d'œuvre externe – Autorisation de signature	11
4	• ZAC du Grand Bellevue – Déclaration de projet – Approbation	12
4b	• Bouaye – Réserve foncière – 1 Rue de Nantes – Cession d'un immeuble bâti auprès de LEXHAM	17
5	• Matériel de pré-collecte des déchets alimentaires et des emballages ménagers – Lancement d'un appel d'offres ouvert	18
6	• Eau – Assainissement – Programmes enveloppes – Lancement de consultations	20
7	• Convention d'occupation temporaire du domaine public pour la grande salle et ses annexes du Palais des Sports de Beaulieu	22
8	• Nantes – Palais des Sports de Beaulieu – Contrat de maintenance multi-technique -Lancement d'un appel d'offres ouvert	23
9	• Attribution de subventions aux tiers	25
10	• Association Une Famille Un Toit 44 – Financement de la reprise à bail administratif et à la réhabilitation de la maison 30 boulevard Jean Moulin à Nantes destinée aux ménages en très grande précarité - Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Modification de la garantie de Nantes Métropole	26
11	• SA d'HLM Aiguillon Construction – Opération de construction de logements locatifs sociaux – Avenant aux emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Allongement de la durée de préfinancement - Réitération de garantie de Nantes Métropole	28
12	• SPLA Loire Océan Métropole Aménagement – Financement de l'opération ZAC projet Grand Bellevue sur les communes de Nantes et Saint-Herblain - Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et consignations – Garantie partielle de Nantes Métropole	29
13	• SPLA Loire Océan Métropole Aménagement – Financement de l'opération ZAC Projet Global Nantes Nord à Nantes – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie partielle de Nantes Métropole	31
14	• SA d'HLM Harmonie Habitat – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès d'organismes bancaires – Garantie de Nantes Métropole	34
15	• Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative – Restructuration d'une partie de la dette auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Réitération de la garantie de Nantes Métropole	35
16	• Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF coopérative – Opération de logements en accession abordable – Emprunt auprès du Crédit Coopératif – Garantie de Nantes Métropole	37
17	• SA d'HLM Atlantique Habitations – Opérations d'acquisition en VEFA et de réhabilitation de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole	39

18	• Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Opérations d'acquisition amélioration et de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole	42
19	• SA d'HLM CDC Habitat Social – Opération de construction de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole	45
20	• SA d'HLM La Nantaise d'Habitations – Opérations de construction et d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole	46
21	• SCIC d'HLM Gambetta – Opérations de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole	51

M. Roussel : « Je vous propose de démarrer ce Bureau métropolitain en vous remerciant de votre présence. Donc je veux préciser que, en ce début de séance, comme vous l'avez constaté, la séance est à la fois en présentiel ou en distanciel. Donc, les votes vont se faire exclusivement via le système de vote QuizzBox, que les élus soient en présentiel ou en distanciel. On a fait en sorte qu'il y ait aussi des votes groupés, pour ne pas trop allonger ce processus de vote.

Je tiens également à dire qu'il y a une caméra fixe qui est sur la tribune et sur le pupitre, c'est pourquoi j'inviterai les rapporteurs en présentiel à se déplacer au pupitre pour présenter leurs dossiers, pour qu'ils puissent être vus des autres élus, et s'il y a des débats entre autres élus en présentiel, ils pourront rester à leur place : ils seront bien entendus, mais pas forcément vus. »

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. Roussel : « Voilà, je me dois donc tout d'abord de désigner un secrétaire de séance. Je propose que ce soit Nicolas Martin. Très bien. Merci. »

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 4 MARS 2022

M. Roussel : « Vous avez ensuite eu le procès-verbal du dernier Bureau métropolitain du 4 mars dernier. S'il n'appelle pas d'observation. Pour ce vote, on procède tout de suite avec QuizzBox puisqu'après, le vote sera groupé pour les autres délibérations. Donc je vous invite à voter pour l'approbation du procès-verbal du 4 mars. »

M. Martin présente la délibération suivante :

■ Direction Générale Territoires Proximité Déchets et Sécurité

01 – Saint-Herblain – Sécurisation des avenues de Cheverny et des Grands Bois – Axe cyclable - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Maîtrise d'œuvre - Lancement d'une procédure adaptée

Exposé

Par délibérations des 06 juillet 2018 et du 05 juillet 2019, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de création d'un itinéraire cyclable sur les rues de Cheverny et Grands Bois sur la commune de Saint-Herblain. Depuis, le projet a beaucoup évolué et le marché de maîtrise d'œuvre a dû être annulé. Un nouveau programme, plus adapté aux évolutions dans ce secteur, est aujourd'hui proposé.

En réponse à la demande de sécurisation de l'axe Cheverny – Grands Bois, et après une étude de circulation sur l'ensemble du quartier, Nantes Métropole souhaite réaménager ce secteur. Cet axe est bordé par trois groupes scolaires et un gymnase. Deux groupes scolaires s'intègrent dans une démarche d'écomobilité.

Les travaux d'aménagement doivent permettre d'assurer les fonctions quotidiennes de circulation des modes actifs et des véhicules ainsi que le stationnement public.

L'objectif poursuivi vise à apaiser la vitesse par des dispositifs adaptés, à sécuriser les abords des équipements pour les piétons et les cyclistes, et à régulariser le stationnement sur chaussée pour rendre les trottoirs accessibles aux personnes à mobilité réduite. Par ailleurs, les parvis des groupes scolaires et des équipements, et les carrefours seront traités de manière spécifique.

Enfin, un aménagement cyclable provisoire est prévu depuis la route de Vannes vers le boulevard du Massacre, en passant par les avenues de la Bouvardière, des Genêts, Chambord et Grands Bois. Ces travaux seront réalisés dans l'attente de l'aménagement de la route de Vannes, un axe magistrale « cyclable ».

En amont de cette opération, des travaux d'assainissement seront réalisés sur ce tronçon dans le cadre de l'accord-cadre n°2020-71160 « Travaux de renouvellement, réhabilitation, extensions, grosses réparations de canalisations et branchements d'assainissement sur le territoire de Nantes Métropole ».

Ce projet fera l'objet d'une concertation citoyenne adaptée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 389 610 € HT soit 1 667 532 € TTC (valeur mars 2022).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, dont le montant d'honoraires est estimé à 157 075 € HT.

Conformément aux articles R2172-1 et R2172-2 et R2161-12 à R6121-20 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure avec négociation pour la désignation d'un maître d'œuvre.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 101 libellée « mobilités », opérations 2021-3835, libellée « Création itinéraire cyclable Cheverny et Grand Bois Saint-Herblain » et 2021-3267, libellée « Axes structurants et magistraux vélos ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

M. Martin : « Bonjour à toutes et tous.

Donc cette première délibération concerne une délibération sur Saint-Herblain, il s'agit de la sécurisation des avenues de Cheverny et des Grands-Bois, un axe cyclable, et l'appropriation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle. En fait, c'est un programme qui avait déjà été voté le 6 juillet 2018 et le 5 juillet 2019 en Bureau métropolitain et approuvé, qui devait approuver une enveloppe financière et prévisionnelle de l'opération de création d'un itinéraire cyclable sur les rues Cheverny et Grands-Bois sur la commune de Saint-Herblain.

Depuis, le projet a beaucoup évolué. Je laisserai peut-être Bertrand nous dire un mot sur l'évolution de ce projet, qui finalement a nécessité des réajustements et donc du coup, c'est pour ça qu'il vous est proposé de le revoter. En fait, il y a eu l'annulation de la maîtrise d'œuvre de ce projet et donc aujourd'hui, on a retravaillé ce projet sur une demande de sécurisation de l'axe Cheverny. Après une étude de circulation sur l'ensemble du quartier qui a été faite, Nantes Métropole souhaiterait réaménager ce secteur.

C'est un axe important puisqu'il concerne trois groupes scolaires je crois, un collège et deux écoles. Et donc, il s'agit de travaux d'aménagement pour permettre d'assurer les fonctions quotidiennes de circulation des modes actifs, mais aussi des véhicules et du stationnement public. Donc l'objectif est d'abaisser la vitesse, de sécuriser les abords des équipements pour les piétons et les cyclistes, de régulariser le stationnement qui a tendance à se stationner sur chaussée et donc du coup de ne pas laisser la place suffisante pour les piétons, mais aussi de travailler les parvis des groupes scolaires, des équipements et des carrefours qui seront traités de manière spécifique.

Par ailleurs, on a ce projet d'aménagement provisoire puisqu'on a un axe magistral qui doit partir de Nantes jusqu'à Sautron, et sur l'axe de la route de Vannes aujourd'hui c'est un peu contraint, donc dans l'attente d'un approfondissement des possibilités d'aménagement de cet axe de la route de Vannes, en fait il y a un axe provisoire qui va être aménagé et qui va passer donc par la route de Vannes, boulevard du Massacre, en passant par les avenues de Bouvardière, des Genêts, Chambord et des Grands-Bois. Ces aménagements vont servir aussi d'itinéraire bis à l'axe magistral, dans l'attente d'un aménagement plus conséquent.

Et pour information, en amont de cette opération, des travaux d'assainissement seront réalisés sur le tronçon dans le cadre de l'accord-cadre 2020-71-160. Ce projet fera l'objet d'une concertation citoyenne adaptée et l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération qui est sur une enveloppe PPI territoriale, elle sera de 1 667 532 euros TTC, et il y a une enveloppe pour la maîtrise d'œuvre externe qui sera d'un montant d'honoraires estimé à 157 075 euros hors taxes. Je vous remercie. »

M. Affilé : « Oui, puisque Nicolas m'a invité à compléter, effectivement quand nous avons délibéré, l'idée, c'était de faire passer ce qui aurait pu s'apparenter à un axe magistral vélo sur cet axe. Or, on est partis, vous le savez, sur l'idée d'avoir cet axe magistral sur la route de Vannes et donc du coup, on est sur un axe où les vélos doivent pouvoir circuler en toute quiétude et en sécurité, les piétons également, et effectivement, il y a plusieurs groupes scolaires et équipements sportifs le long de cet axe Cheverny-Grands-Bois. Donc c'est essentiellement les déplacements de proximité qui sont visés et nous aurons aussi un vrai travail à faire avec un grand établissement privé d'enseignement qui dispose d'un peu de foncier mais qui rechigne à l'ouvrir au stationnement.

Voilà : quand on parle de réaménagement du parvis, c'est aussi pour que le stationnement y compris des personnels et d'un certain nombre d'élèves puisse se faire sur l'emprise de l'établissement, et pas à l'extérieur sur les trottoirs. »

Mme la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre question ou demande d'intervention, je propose de passer à la délibération 2 puisque comme indiqué, on votera après la délibération 8. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - approuve le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération suivante :

COMMUNE	OPERATION	MONTANT HT	MONTANT TTC
SAINT HERBLAIN	sécurisation des avenues de Cheverny et des Grands Bois	1 389 610€	1 667 532€

2 – autorise, pour la désignation d'un maître d'œuvre, le lancement d'une procédure avec négociation dans le cadre de l'opération de sécurisation des avenues de Cheverny et des Grands Bois sur la commune de Saint-Herblain,

3 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et/ou signer le marché passé à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Lucas présente la délibération suivante :

■ Direction générale Territoires Proximité Déchets et Sécurité

02 – Espace public - Voirie - Programmes enveloppes – Lancement de consultations

Exposé

1 – Couëron – Aménagement des espaces publics aux abords de la ZAC de la Métairie – Intersection Libération Lionnière - Modification de l'enveloppe financière prévisionnelle – Attribution

Par délibérations des 6 juillet 2018 et 27 septembre 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération d'aménagement des espaces publics aux abords de la ZAC de la Métairie au carrefour du boulevard de la Libération et de la rue de la Lionnière sur la commune de Couëron pour un montant de 560 833,33 € HT soit 673 000 € TTC.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, une procédure adaptée comportant 3 lots distincts a été lancée le 3 février 2022 pour la réalisation de ces travaux.

Au regard de l'analyse des offres qui lui ont été présentées, le 13 avril 2022, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants :

Lots	Sociétés	Montant marché € HT	Montant marché € TTC
Lot 1 - terrassement – voirie -assainissement eaux pluviales	Charier TP	289 761,60 €	347 713,92 €
Lot 2 - réseaux souples	Bouygues E&S	94 795,00 €	113 754,00 €
Lot 3 - espaces verts	Vallois	14 914,24 €	17 897,12 €

Les lots 1 et 2 ont pu être attribués et notifiés dans le cadre de l'enveloppe financière prévisionnelle initiale. Cette dernière est cependant insuffisante pour attribuer le lot 3.

En effet, des travaux connexes, non prévus dans l'enveloppe financière prévisionnelle, sont nécessaires dans le cadre des travaux à réaliser (déplacement de coffret gaz, poteau incendie ...). De plus, au regard du contexte international, le coût des matières premières est plus élevé que prévu.

Il convient par conséquent d'ajuster l'enveloppe financière prévisionnelle pour la porter à 583 333,33 € HT soit 700 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 1055 libellée « Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité », opération n° 2021-2881, libellée « ZAC de la Métairie Couëron – Lionnière/Libération/Noë Allais ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe de la PPI territorialisée à hauteur de 613 102,98 € TTC.

2 – Nantes – Aménagement de voirie en accompagnement du programme immobilier « Collines du Cens » - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Maîtrise d'œuvre externe – Lancement d'une procédure adaptée

Le projet des Collines du Cens se situe sur le quartier Breil-Barberie à Nantes à proximité du boulevard Robert Schuman et de la rue Pierre Yvernogeu jusqu'à l'école de la Mulotière, et prend en compte également la rue de Mooréa. Il a vu le jour au début des années 2000, afin de conforter l'attractivité du centre commercial des Collines du Cens.

Un projet immobilier mixte a été élaboré par le groupe Lamotte immobilier sur les deux emprises à l'entrée de la rue Pierre Yvernogeu avec une première construction livrée en 2021, et la deuxième en 2023. La première tranche est composée de commerces, de logements, et de services publics (salle associative, mairie de quartier et crèche).

Il avait été précisé aux habitants que ce programme immobilier serait accompagné par une réflexion concertée sur les délaissés de voirie et les espaces publics du secteur.

Aussi, une démarche participative a été lancée de février 2020 à novembre 2021 avec le groupement SCOPIC/ CAMPO Ateliers de paysages pour réfléchir à la façon d'offrir des lieux agréables et sécurisés dans le cadre du projet immobilier « Collines du Cens ». L'esprit de la démarche a été de diagnostiquer, d'écouter, de travailler avec les habitants, de proposer et d'affiner une esquisse et un programme.

Ces éléments de programme visent à conforter une polarité de quartier, identifiable, accueillante, offrant l'ensemble des services de proximité, lieu de convergence des habitants du quartier. Plusieurs enjeux ont été ainsi repérés :

- renforcer l'attractivité du pôle commercial en apportant plus de visibilité, du confort en pied de commerce, du stationnement clientèle aisé,
- apaiser le boulevard Robert Schuman afin de le rendre plus urbain, traversable, accueillant vis à vis des modes actifs,
- requalifier la rue Pierre Yvernogeu,
- offrir des espaces de pause et de convivialité autour des programmes immobiliers par l'aménagement de parvis et d'un square de proximité rue de Mooréa,
- mettre en scène le bâtiment patrimonial de l'actuelle mairie annexe, protégé dans le cadre du Plan local d'urbanisme métropolitain,
- rendre lisible et invitante la connexion entre le boulevard Robert Schuman et la vallée du Cens via la rue Pierre Yvernogeu et l'allée des Nouvelles Hébrides.

La finalité de ce programme est de concevoir un projet d'espace public fédérateur avec une nouvelle identité, qui puisse répondre à la diversité des modes de vie et attentes des habitants et commerçants.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 2 050 000 € HT soit 2 460 000 € TTC.

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, dont le montant des honoraires est estimé à 182 000 € HT.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la désignation d'un maître d'œuvre.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération 2019- 3145, libellée « Nouveaux aménagements de voirie Pole Nantes Ouest », et sur l'AP 1055, libellée « Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, Solidarités, santé, longévité, dialogue citoyen », Opérations n°2021-3145 et 2021-10030, libellées « Nouveaux aménagements de voirie ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 2 434 290 € TTC.

Mme la Présidente : « Je donne la parole à Michel Lucas, pour nous parler de deux projets : un sur Couéron et un sur Nantes. »

M. Lucas : « Oui, merci Madame la Présidente. Il s'agit de deux sous-délibérations concernant l'espace public et la voirie. La première concerne sur Couéron une modification de l'enveloppe financière prévisionnelle concernant les aménagements des espaces publics aux abords de la ZAC de la Métairie à l'intersection Libération-Lionmère.

Pour rappel, on avait délibéré déjà en 2018 et en 2019 sur ce sujet, mais au regard de l'analyse des offres qui ont été présentées le 13 avril 2022, la CAO a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants : le lot 1, lot 2 et le lot 3. Il apparaît que les lots 1 et lot 2 ont pu être attribués et notifiés dans le cadre de l'enveloppe financière prévisionnelle, mais le dernier lot concernant les espaces verts, nécessitait d'abonder l'enveloppe.

Donc il convient de la porter maintenant à 700 000 euros TTC.

Autre sujet qui concerne Nantes : c'est l'aménagement de la voirie et l'accompagnement du programme immobilier Les Collines du Cens, l'approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle en maîtrise d'œuvre externe. Le projet des Collines du Cens se situe sur le quartier du Breil-Barberie à Nantes, à proximité du boulevard Robert-Schuman et de la rue Pierre-Yvernogeu, jusqu'à l'école de la Mulotière. Il comprend également la rue de Moorea, il a vu le jour au début des années 2000 afin de conforter l'attractivité du centre commercial des Collines du Cens. Il a été accompagné par une démarche participative auprès des habitants qui a été faite en 2020, de février 2020 à novembre 2021, et du coup plusieurs préconisations ont été faites par rapport à ça et ont été retenues.

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 2 460 000 euros TTC. Il est nécessaire pour la réalisation de cette opération de désigner un maître d'œuvre externe dont le montant des honoraires est estimé à 190 000 euros hors taxes. Voilà, Madame la Présidente. »

Mme la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de question ou de demande d'intervention, je vous propose donc de passer à la délibération numéro 3. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - approuve le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération suivante

COMMUNE	OPERATION	MONTANT HT	MONTANT TTC
NANTES	aménagement de voirie en accompagnement du programme immobilier « Collines du Cens »	2 050 000 €	2 460 000 €

2 – approuve l'ajustement et/ou modification de programme et/ou d'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération suivante :

COMMUNE	OPERATION	MONTANT HT	MONTANT TTC
COUERON	aménagement des espaces publics aux abords de la ZAC de la Métairie	583 333,33€	700 000€

3 – autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la désignation d'un maître d'œuvre dans le cadre de l'opération d'aménagement de voirie en accompagnement du programme immobilier « Collines du Cens » situé sur la commune de Nantes.

4 - décide pour l'opération d'aménagement des espaces publics aux abords de la ZAC de la Métairie sur la commune de Couéron d'attribuer et d'autoriser la signature du marché suivant :

Lot	Société	Montant marché € HT	Montant marché € TTC
Lot 3 - espaces verts	Vallois	14 914,24 €	17 897,12 €

5 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Descloziers présente la délibération suivante :

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
Direction des Services de Mobilité

03 – Rezé – Engagement Loire - Réaménagement de la cale de mise à l'eau de Trentemoult - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Maîtrise d'œuvre externe – Autorisation de signature

Exposé

Suite au grand débat sur la Loire, le Conseil Métropolitain a approuvé, par délibération du 15 décembre 2015, le document « Nantes, la Loire et nous » listant trente engagements, dont l'amélioration des conditions d'accès à la Loire pour promouvoir les pratiques nautiques de loisirs.

Une des cales de mise à l'eau concernées par cet engagement est la cale de Trentemoult, principalement utilisée par le Centre Nautique Sèvre et Loire. Elle constitue un support de développement et de diffusion des pratiques nautiques sur le territoire. Elle est notamment utilisée pour la mise à l'eau des nombreux bateaux participants aux événements nautiques d'envergure tels que Débord de Loire, dont la prochaine édition est prévue en juin 2023.

Il convient d'améliorer le niveau de confort et de sécurité de cet équipement stratégique en le réaménageant (élargissement et allongement).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 475 000 € HT, soit 570 000 € TTC (valeur février 2022).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, dont le montant d'honoraires est estimé à 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC.

Conformément à l'article R 2123-1 du Code de la commande publique, une procédure adaptée a été lancée pour la désignation d'un maître d'œuvre.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 101 et libellée « Mobilités », opération 2021 - N° 4000, libellée « Rénovation de cales de mise à l'eau ».

M. Descloziers : « Merci. Donc cette délibération concerne le réaménagement de la cale de mise à l'eau de Trentemoult. C'est un sujet très attendu de nos amis Rezéens, et notamment des adhérents du CNSL, le Centre Nautique Sèvre et Loire, et des amoureux du nautisme et du fleuve, puisqu'il s'agit donc, comme je le disais, de réaménager cette cale de mise à l'eau pour davantage sécuriser les mouvements de bateaux.

Alors, ça fait suite au grand débat de 2015 et aux 30 engagements, c'est d'ailleurs l'engagement numéro 1, celui de recréer les conditions d'accès à la Loire pour promouvoir les pratiques nautiques de loisirs. C'est donc un projet qui est stratégique. On a lancé une étude sur un certain nombre d'équipements fluviaux de cales, que ce soit sur l'Erdre ou sur la Loire, avec notamment la cale qui est utilisée par Loire pour tous à Saint-Sébastien et aussi Port Lavigne à Bouguenais, et également sur donc la cale de Trentemoult.

Donc il s'agit de valider ce programme de travaux qui consistent à élargir et à allonger cette cale pour en améliorer la sécurité forte d'utilisation, notamment dans le cadre des manifestations nautiques qui sont organisées – je pense aux régates mais je pense aussi à Débord de Loire. Et d'ailleurs, l'objectif est de faire en sorte que les travaux soient effectués pour Débord de Loire qui se déroulera début juin 2023. L'enveloppe financière prévisionnelle est de 570 000 euros TTC. Donc la livraison est prévue au deuxième trimestre 2023. Voilà. »

Mme la Présidente : « Merci. Pas de question ou demande d'intervention ? »

Mme Impériale : « Si, en fait j'ai une question concernant Port Lavigne. En fait, je sais qu'une étude a commencé à être faite sur Port Lavigne par rapport à la cale et je l'ai prise au début du mandat, mais elle datait déjà de l'ancien mandat. Je voulais savoir où ça en était. »

M^{me} la Présidente : « Anthony Descloziers. »

M. Descloziers : « L'étude est effectivement en cours. Pour l'instant il n'y a pas de programme de travaux envisagé puisqu'il y a un certain nombre de sujets à régler, notamment parce qu'il y a des servitudes de passage et une promenade qui passe à travers, donc il y a des questions de domanialité, de propriétaires, etc., donc pour l'instant on est en train de prendre contact aussi avec l'exploitant sur place pour trouver les accords et voir comment on avance avec l'ensemble des acteurs concernés sur ce sujet. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas d'autre question ? N'hésitez pas à solliciter la parole soit avec la petite main comme habituellement avec la visio, ou en mettant un petit message dans le *chat*, pour que je sois sûre de n'omettre aucune de vos demandes de prise de parole. S'il n'y a pas d'autre question particulière, je vous propose donc de passer à la délibération 4. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

- 1 - approuve le programme de l'opération relative au réaménagement de la cale de mise à l'eau de Trentemoult sur la commune de Rezé.
- 2 - fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 475 000 € HT, soit 570 000 € TTC.
- 3 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer le marché de maîtrise d'œuvre et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Pras présente la délibération suivante :

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Aménagement Urbanisme Agglomération

04 – ZAC du Grand Bellevue – Prise en considération de l'étude d'impact actualisée, de l'avis de l'autorité environnementale et de la consultation du public - Déclaration de projet – Approbation

Exposé

Le quartier du Grand Bellevue qui s'étend sur les communes de Nantes et de Saint-Herblain figure comme projet d'intérêt national dans la convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain que Nantes Métropole a signé avec ses partenaires et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Ce quartier est un des marqueurs urbains de l'ouest de l'agglomération nantaise. Emblématique des années 1960-1970, il compte aujourd'hui 19 000 habitants et s'inscrit dans la politique de la ville depuis bientôt 30 ans (zone urbaine sensible en 1996, zone franche urbaine en 2004, extension du contrat urbain de cohésion sociale en 2007...). Avec ses 325 hectares, dont 155 inscrits dans la nouvelle géographie prioritaire, il représente le plus grand secteur prioritaire de l'agglomération nantaise.

Dans ce cadre, par délibération en date du 13 avril 2018, le Conseil métropolitain a décidé de créer la ZAC du Grand Bellevue, sur une emprise de 61 hectares sur ces quatre secteurs prioritaires, sur les territoires des communes de Nantes et de Saint-Herblain dans l'objectif de transformer et de requalifier le quartier du Grand Bellevue, selon les principes urbains inscrits dans le schéma directeur élaboré par l'agence Bécardmap.

Puis, par une délibération du 16 février 2018, le Conseil métropolitain a approuvé le traité de concession confiant l'aménagement de cette ZAC à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA).

Enfin, par une délibération du 8 octobre 2021, le Conseil métropolitain a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Grand Bellevue. Celui-ci comprend une mise à jour de l'étude d'impact, venant compléter en tant que de besoin le contenu réalisé lors de la création de la ZAC. L'étude d'impact complétée a fait l'objet d'une évaluation environnementale, dont le contenu n'a pas fait l'objet d'observation par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) dans le délai réglementaire de deux mois, et a été soumis à une participation du public par voie électronique du 23 août au 25 septembre 2021.

La mise en œuvre du projet du Grand Bellevue nécessitant la maîtrise foncière du périmètre, par délibération du 17 juillet 2020, le conseil métropolitain a sollicité l'ouverture d'une enquête publique unique regroupant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique prononcée au profit de LOMA et l'enquête parcellaire.

La désignation du commissaire-enquêteur et les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2021.

Motivations et considérations justifiant de l'intérêt général du projet

Le projet du Grand Bellevue est un projet d'échelle métropolitaine qui vise à transformer profondément le quartier pour construire, avec les habitants, un quartier populaire, actif et durable.

Ce projet, engagé depuis 2008, poursuit quatre objectifs :

- renforcer l'accompagnement vers l'emploi, l'insertion professionnelle et soutenir le dynamisme économique ;
- favoriser les liens entre les habitants en contribuant au mieux-vivre ensemble, aux solidarités locales et en favorisant l'accès aux droits ;
- favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes en s'appuyant sur les parents ;
- aménager un quartier à vivre, agréable et sécurisé en améliorant le cadre et la qualité de vie des habitants : sécurité et tranquillité publique, transition énergétique, confort des logements, attractivité des espaces publics et services de proximité. Ainsi, à l'ouest de la ville, le quartier se connectera à la Loire et au Bas Chantenay bientôt réaménagé par une promenade verte qui irriguera le quartier d'est en ouest et du nord au sud. Le Grand Bellevue s'intégrera à l'Étoile verte, armature paysagère verte et bleue de la métropole.

En réponse à ces objectifs, la ZAC du Grand Bellevue permettra :

- de proposer une nouvelle offre de logements diversifiés pour accueillir familles, personnes âgées, ouvriers, cadres ou entrepreneurs, favoriser le parcours résidentiel des habitants du Grand Bellevue et accompagner les bailleurs sociaux dans la réhabilitation de leur patrimoine ;
- de favoriser le développement économique par l'accueil d'activités et des équipements publics ;
- de rénover des équipements publics du quartier, notamment pour garantir la réussite scolaire de tous ;
- de réaliser des aménagements urbains facteurs de sûreté et de sécurité pour les habitants du Grand Bellevue, le quartier étant considéré « zone de sécurité prioritaire » ;
- de requalifier la place Mendès-France ;
- de créer une trame verte sur la base d'espaces publics requalifiés afin de préserver et développer la biodiversité existante. La trame verte sera le support de nouveaux usages, mais aussi de continuités piétonnes et cyclistes à l'intérieur du quartier vers la Loire au sud, le Bois-Jo puis le Cours Hermeland à l'ouest, le parc des Oblates à l'est et la plaine de la Durantière au nord.

Au regard de ces motivations, et conformément aux articles L122 - 1 du code de l'expropriation et L126 - 1 du code de l'environnement, Nantes Métropole confirme l'intérêt général de la ZAC du Grand Bellevue.

Prise en considération des résultats de l'enquête publique

L'avis d'ouverture de l'enquête publique unique a fait l'objet d'insertions dans chacune des éditions des quotidiens régionaux, Ouest France et Presse Océan des 13 janvier et 02 février 2022, ainsi que d'un affichage 15 jours avant et pendant toute la durée de l'enquête, dans les lieux suivants :

- Mairie de Nantes ;
- Mairie de Saint-Herblain ;
- Pole de proximité Nantes Ouest ;
- Direction de l'aménagement durable et l'urbanisme de Saint-Herblain ;

- en façade de la maison du projet place Mendès-France ;
- Place Mendès-France ;
- aux abords de la Médiathèque Lisa Bresner ;
- aux abords de la Maison des Habitants et des Citoyens de Bellevue ;
- Boulevard du Bâtonnier Chollet, sur la clôture du stade et à proximité de son entrée.

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier papier complet, un registre papier et un poste informatique permettant d'accéder au dossier et au registre dématérialisés ont été mis à la disposition du public d'une part au pôle de proximité « Nantes ouest » (siège de l'enquête) et d'autre part à la direction de l'Aménagement Durable et de l'Urbanisme de Saint-Herblain. Conformément à l'article 7 (2e alinéa) de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, et « à titre subsidiaire », les mêmes moyens ont été mis à la disposition du public lors de la permanence qui s'est déroulée à la Maison du Projet, le 18 février 2022. Par ailleurs et durant l'enquête, le dossier d'enquête et le registre ont également été accessibles depuis le site internet des services de l'État en Loire-Atlantique.

L'enquête publique unique s'est déroulée du lundi 31 janvier 2022 au mercredi 2 mars 2022 inclus. Le commissaire enquêteur a tenu cinq permanences organisées au pôle de proximité Nantes Ouest, à la Direction de l'aménagement durable et l'urbanisme de Saint-Herblain, et à la maison du projet place Mendès-France.

Durant l'enquête, une observation a été adressée par courriel et versée (n°5) à sa réception sur le registre dématérialisé ; deux observations (n°1 et 4) ont été déposées sur les registres papier ; deux autres (n°2 et 3) ont été déposées directement sur le registre dématérialisé. A l'occasion des 5 permanences, 9 personnes ont été rencontrées. Enfin, sur la même durée, le site dématérialisé a reçu 465 visites et fait l'objet de 751 consultations de documents.

Les observations recueillies portent sur les points suivants :

- les conditions d'acquisitions de parcelles ;
- la polarité commerciale place Mendès-France ;
- des aménagements liés aux eaux pluviales sur le secteur Bernardière sud ;
- la densité programmée sur le secteur Bernardière sud ;
- les modalités de relogement ;
- des précisions concernant le dossier d'enquête parcellaire.

Suite au procès-verbal de la rencontre entre le commissaire enquêteur et Nantes Métropole du 7 mars 2022, Nantes Métropole a adressé ses réponses par courrier en date du 21 mars 2022.

Après avoir procédé à l'analyse des observations recueillies, pris connaissance des réponses du maître d'ouvrage et analysé les principaux enjeux du dossier, le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées datés du 31 mars 2022.

Le commissaire enquêteur émet un avis :

- favorable sans réserve quant à l'utilité publique de l'opération du Grand Bellevue ;
- favorable, avec une réserve, quant à la cessibilité des terrains nécessaires à l'opération. Cette réserve porte sur la nécessaire exclusion de la demande de cessibilité des parcelles cadastrées n° KR 116p, 130, 132, 134, et 136. Il est ici précisé que ces parcelles concernent des bâtiments ne devant pas faire l'objet de démolition, et dont le renoncement à la cessibilité a été précisé dans le mémoire en réponse du 21 mars 2022. Ce renoncement sera confirmé dans la mise à jour du dossier de cessibilité qui sera adressé à la préfecture de Loire-Atlantique, en accompagnement de la présente déclaration de projet. Cette réserve sera alors levée.

Ces documents seront publiés sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique (<http://www.loire-atlantique.gouv.fr>) et mis à la disposition du public au pôle de proximité Nantes Ouest, et à la Direction de l'aménagement durable et l'urbanisme de Saint-Herblain, pendant un an.

Motivation du projet au regard des incidences notables sur l'environnement

L'évaluation environnementale du projet de la ZAC du Grand Bellevue, mise à jour en 2021, a conclu que les enjeux écologiques sont négligeables à faibles (parcelles boisées de parc) pour les tous les secteurs, à l'exception de Bernardière Sud où ils sont déterminés comme faibles à forts.

La séquence ERC vise à limiter les impacts du projet sur le secteur de Bernardière Sud, mais également sur les autres secteurs de la ZAC. Si la mesure d'évitement ne concerne que Bernardière Sud, les mesures de réduction s'appliquent à l'ensemble de la ZAC. Les autres secteurs bénéficient ainsi des mesures de réduction suivantes:

- MR2 : périmètre de protection autour des habitats conservés. Tout espace vert ou arbre conservé devra faire l'objet d'une protection physique pendant le chantier.
- MR3 : contrôle des espèces invasives en phase chantier. Éviter l'expansion des espèces invasives pendant les travaux.
- MR4 : mise en œuvre d'un chantier vert. Mettre en place un chantier le moins impactant possible pour l'environnement.
- MR5 : contrôle des espèces végétales invasives en phase exploitation. Suivre l'évolution des espèces invasives après la fin des travaux.
- MR6 : réduction des impacts de l'éclairage. Planter l'éclairage public de façon à maintenir une trame noire à l'échelle de la ZAC et préserver des secteurs non éclairés.

La mise en place des mesures d'évitement et de réduction doit permettre de supprimer les impacts résiduels, c'est pourquoi des mesures compensatoires ne sont pas nécessaires.

La bonne mise en œuvre et le respect des prescriptions environnementales seront assurés lors de chacune des phases d'élaboration du projet, puis de réalisation par les maîtres d'œuvre. La protection des espaces verts et arbres conservés ainsi que le contrôle des espèces invasives pendant les phases chantier seront assurés par les maîtres d'œuvre sous le contrôle de Nantes Métropole. De même, la réduction des impacts de l'éclairage sera prise en compte dès la phase de conception des espaces à aménager par les maîtres d'œuvre sous le contrôle de Nantes métropole.

Conformément aux articles L122-1 du code de l'expropriation et L126-1 du code de l'environnement, il appartient au bureau métropolitain de déclarer l'intérêt général du projet et de prendre en considération les avis des autorités administratives et le résultat de la procédure d'enquête publique.

M^{me} la Présidente : « Je réponds juste, avant de donner la parole, à Alain Vey qui demande dans le *chat* si on ne vote pas : non, comme annoncé en début de séance, on passe les délibérations de la numéro 1 à la numéro 8, et on fera un vote groupé parce que comme on est en visio et que donc tout le monde, que ce soit ceux qui sont en présentiel ou en distanciel, doit voter de manière électronique, on votera globalement de la 1 à la 8, sauf si évidemment il y avait une demande de vote disjoint pour telle ou telle délibération, demande à laquelle j'accéderais évidemment.
Pascal Pras. »

M. Vey : « Au temps pour moi, excusez-moi. »

M. Pras : « Merci Johanna. Donc cette délibération, elle nous amène sur le territoire de Nantes et de Saint-Herblain, sur le secteur du Grand-Bellevue et sur la ZAC Grand-Bellevue. Il s'agit de prendre en considération l'étude d'impact actualisée, l'avis de l'autorité environnementale, la consultation du public, et puis d'approuver la déclaration de projet.

Donc on rappelle dans la délibération que le quartier Grand-Bellevue sur les communes de Nantes et Saint-Herblain est un projet d'intérêt national dans le cadre de la convention sur le renouvellement urbain de ce quartier. On entre dans le cadre du projet travaillé avec l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, dans le cadre de nouveaux programmes ANRU, sur ce quartier, projet que Pierre Quénéa a souvent présenté, eu l'occasion de développer devant vous.

Ce quartier, c'est un quartier emblématique des années 60, 70. Il comporte aujourd'hui 19 000 habitants, s'inscrit dans la politique de la ville depuis bientôt 30 ans sur notre territoire métropolitain. C'est un quartier de 325 hectares, dont 155 sont inscrits dans le projet de secteur prioritaire de l'agglomération nantaise. Alors on a, en date du 13 avril 2018, décidé de créer une ZAC sur le Grand-Bellevue, avec une emprise de 61 hectares et dont l'objectif est de transformer et de requalifier ce quartier pour en faire un quartier de qualité. Ça se fait suivant un schéma directeur qui a été élaboré par l'agence qui nous accompagne, Bécarmap.

Le traité de convention a permis de confier l'aménagement de cette ZAC à LOMA. Nous avons en octobre 2021 approuvé un dossier de réalisation de la ZAC du Grand-Bellevue, qui prévoyait en particulier la mise à jour de l'étude d'impact et de travailler plus précisément sur la création de cette ZAC et de définir des contenus particuliers d'aménagement, et permettait de soumettre ce travail à une participation du public – soumettre le projet, l'évolution du projet.

La mise en œuvre du projet Grand-Bellevue nécessite une maîtrise foncière aussi et donc il a été décidé par le Conseil métropolitain l'ouverture d'une enquête publique unique qui regroupe l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique au profit de LOMA, en même temps que l'enquête parcellaire.

Alors, quelles sont les motivations qui justifient l'intérêt général du projet ? On rappelle que le projet de Grand-Bellevue est un projet d'échelle métropolitain qui vise à transformer ce quartier pour construire avec les habitants un quartier populaire, actif et durable, permettre le développement de la qualité de vie pour tous dans ce quartier. On rappelle que ce projet qui est engagé depuis 2008 poursuit les objectifs de renforcer l'accompagnement vers l'emploi, l'insertion, et soutenir les dynamiques économiques à l'échelle du quartier, favoriser les liens entre les habitants, contribuer au mieux-vivre, aux solidarités, à l'accès au droit, favoriser la réussite éducative des enfants et des jeunes en s'appuyant sur les parents et en s'appuyant sur les équipements du secteur, aménager un quartier agréable à vivre, sécurisé, en améliorant la qualité de vie, les espaces publics, la qualité des espaces, mais aussi le confort des logements.

Après, on décline un certain nombre de réponses pour répondre à ces objectifs : proposer de nouvelles offres de logement, permettre l'accueil de familles, de personnes âgées, organiser le parcours résidentiel sur ce quartier, favoriser le développement de l'économie et l'accueil d'activités porteuses d'emplois sur le secteur, développer les équipements publics, et notamment développer une offre en particulier dans le domaine de la santé, avec la maison de santé qui existe déjà, qui vient d'être réalisée sur le quartier, rénover les équipements publics, réaliser les aménagements urbains qui sont facteurs de sécurité et de sûreté pour les habitants, requalifier en particulier l'espace Mendès-France, et puis enfin créer une trame verte et travailler au redéploiement de la biodiversité sur ce secteur, lutter contre l'imperméabilisation des sols.

Au regard de ces motivations, nous confirmons l'intérêt général de cette ZAC. Il nous faut donc aujourd'hui prendre en considération les résultats de l'enquête. On rappelle que l'avis d'ouverture d'enquête publique a fait l'objet d'insertions dans la presse, qu'il y a eu de l'affichage, qu'il y a eu des rencontres sur le territoire, que le commissaire enquêteur a tenu des permanences. Donc pendant toute la durée de l'enquête, on a pu consulter le dossier sous différentes formes, soit document papier, soit document numérique.

Le dossier d'enquête publique et les registres ont également été accessibles pour l'ensemble des citoyens et en particulier sur le site Internet de l'État. L'enquête publique s'est déroulée du 31 janvier 2022 au 2 mars. Le commissaire enquêteur a tenu cinq permanences, il y a eu cinq observations qui ont été faites dans les différents registres par neuf personnes différentes. Il y a eu 465 visites du site et 751 consultations des documents.

Le procès-verbal qui nous a été remis par le commissaire enquêteur en date du 21 mars 2022 a eu des réponses motivées de notre part et à ces réponses, le commissaire nous a remis son rapport définitif avec un avis favorable sans réserve quant à l'utilité publique de l'opération du Grand-Bellevue, et favorable avec une réserve quant à la cessibilité des terrains, et finalement par le renoncement de la cessibilité à certains fonciers, notamment en pied d'opérations, qui sont inutiles pour le bon déroulement, eh bien cette réserve, elle est en fait levée.

Concernant la motivation au regard des incidences notables sur l'environnement, on rappelle que l'évaluation environnementale a conclu que les enjeux écologiques sur le secteur et compte tenu de l'aménagement sont très faibles, et qu'ils sont un peu plus importants sur le secteur des Bernardières qui sera travaillé de manière particulière. La démarche ERC a été mise bien sûr en place, notamment sur le secteur des Bernardières et sur d'autres secteurs de la ZAC, et l'ensemble des différentes mesures de réduction ont pu être prises, mises en œuvre pour permettre la réalisation de ce projet. On est donc dans une démarche aussi Éviter, Réduire, Compenser.

Et donc il vous est proposé au regard de cette démarche environnementale, de la prise en compte des prescriptions environnementales qui seront assurées dans le cadre du projet, de la protection des espaces verts en particulier sur le secteur, il vous est proposé de prendre en compte cette étude d'impact, de prendre en compte les avis favorables des commissaires-enquêteurs et de vous prononcer favorablement pour la déclaration de ce projet. Voilà, chers collègues. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

- 1 - prend en considération l'étude d'impact actualisée, l'avis de l'autorité environnementale et le résultat de la procédure d'enquête publique conformément à l'article L126-1 du code de l'environnement ;
- 2 – prend en considération les avis, favorable et favorable avec réserve, du commissaire enquêteur émis dans le cadre de l'enquête publique unique concernant la ZAC du Grand Bellevue (annexes n°1 et 2);
- 3 - se prononce par déclaration de projet en application des articles L122-1 du code de l'expropriation et L126-1 du code de l'environnement, sur l'intérêt général de l'opération d'aménagement de la ZAC du Grand Bellevue à Nantes et Saint-Herblain en ce qu'elle permet le renouvellement urbain d'un quartier afin d'y développer un cadre de vie de qualité ;
- 4 - précise que le projet est motivé au regard des incidences notables du projet sur l'environnement et intègre les prescriptions destinées à éviter, réduire, compenser les incidences négatives notables ainsi que les modalités de suivi de ces incidences sur l'environnement et la santé humaine ;
- 5 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme Beslier présente la délibération suivante :

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Service Stratégie Foncière

4b - Bouaye – Réserve foncière – 1 Rue de Nantes – Cession d'un immeuble bâti auprès de LEXHAM

Exposé

Dans le cadre du projet de maison médicale et paramédicale 1 et 3 rue de Nantes à Bouaye, le promoteur LEXHAM a été retenu par la commune. Le permis de construire a été accordé le 24 décembre 2021, pour une surface de 860 m², en R+1, avec 17 places de stationnement. L'emprise porte sur une parcelle communale (AD n°117), une parcelle privée (AD n°114), et une parcelle de Nantes Métropole. Cette parcelle est une maison d'habitation située 1 rue de Nantes, cadastrée AD n°113, d'une superficie de 520 m², acquise par Nantes Métropole par acte de vente du 13 mars 2008 au titre des réserves foncières pour le renouvellement urbain.

Un accord a été trouvé pour céder cette parcelle à LEXHAM au prix de 223 124 €, soit 259 €/m² HT.
La Direction de l'Immobilier de l'État a donné un avis favorable sur le montant de cette cession le 28 mars 2022.

Les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

M^{me} Beslier : « Donc merci Madame la Présidente, bonjour à tous. Donc là, on est sur une réserve foncière à Bouaye, une cession d'un immeuble bâti auprès de Lexham. C'est un projet de maison médicale et paramédicale. Le promoteur Lexham a été retenu par la commune de Bouaye. La superficie est de 860 mètres carrés. C'est un R + 1 avec 17 places de stationnement. L'emprise porte sur une parcelle communale et une parcelle privée, et une parcelle de Nantes Métropole. Un accord a été trouvé pour céder ces parcelles à Lexham au prix de 223 124 euros. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - décide la cession à la Société LEXHAM de la parcelle située sur la commune de Bouaye, 1 rue de Nantes, cadastrée section AD n° 113 d'une superficie de 520 m², pour un montant de 223 124 € HT. Les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

Mme Coppey présente la délibération suivante :

■ Direction Générale Territoire, Proximité, Déchets et Sécurité
Direction Déchets

**05 - Matériel de pré-collecte des déchets alimentaires et des emballages ménagers –
Lancement d'un appel d'offres ouvert**

Exposé

Dans le cadre de sa politique publique des déchets, Nantes Métropole agit depuis plusieurs années auprès des habitants de son territoire pour réduire les déchets et augmenter la part de valorisation en recyclage et compostage. Les actions engagées contribuent aux objectifs de la Feuille de Route Transition Énergétique adoptée en février 2018 par Nantes Métropole, notamment réduire de 20 % les déchets ménagers par habitant à horizon 2030 par rapport à 2010 et permettre à 100 % des habitants de disposer d'une solution de tri à la source de leurs biodéchets.

En effet, les déchets alimentaires constituent près de 27 % des ordures ménagères collectées sur la métropole. Au-delà d'une obligation réglementaire à horizon 2024, le tri à la source des déchets alimentaires constitue un levier important pour améliorer la valorisation matière des déchets. La Métropole a ainsi décidé de collecter des déchets alimentaires grâce à des points d'apport volontaire. Dans le cadre d'une expérimentation, ce dispositif est déjà en place sur tout le quartier Nantes Nord. Il sera élargi progressivement à d'autres quartiers nantais puis sur d'autres communes d'ici 2026, en complément de solutions de compostage de proximité.

Par ailleurs, le système Tri'Sac, qui concerne 220 000 nantaises et nantais, va être supprimé entre le premier semestre 2023 et la fin du premier semestre 2024. Il sera progressivement proposé aux habitants en zone Tri'Sac une solution plus simple : un bac/conteneur bleu et un bac/conteneur jaune. Un sac réutilisable sera distribué aux foyers concernés par les points d'apport volontaire pour permettre le stockage et le transport des déchets recyclables jusqu'au point de collecte. Hors quartier Nantes Nord, l'ajout de la collecte des déchets alimentaires et l'arrêt de Tri'Sac seront mis en œuvre simultanément pour les secteurs concernés.

Le déploiement de la collecte des déchets alimentaires et l'arrêt de Tri'Sac nécessitent de lancer une consultation qui comporte 3 lots avec les prestations suivantes :

- lot 1 : fourniture, transport et installation d'abri-bacs pour la collecte séparée des déchets alimentaires et des emballages ménagers en apport volontaire,
- lot 2 : fourniture, transport et livraison de bioeaux pour la collecte séparée des déchets alimentaires,
- lot 3 : fourniture, transport et livraison de sacs réutilisables destinés à la pré-collecte des emballages ménagers.

La durée du marché est de 48 mois ferme à compter de sa notification prévue en septembre 2022.

Le montant total pour les 3 lots est estimé à 6 900 000 € HT réparti de la manière suivantes :

- lot 1 : 6 400 000 € HT
- lot 2 : 430 000 € HT
- lot 3 : 70 000 € HT

Conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique, il est proposé de recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert pour la fourniture de matériel de pré-collecte des déchets alimentaires et des emballages ménagers.

Les crédits correspondants sont prévus au budget annexe déchets :

- pour le lot 1 : section d'investissement, chapitre 21, opération 2021/10140 – Mobilier de collecte (bacs et PAV aériens)
- pour les lots 2 : section de fonctionnement, chapitre 011, opération 718 – Entretien, réparations et diverses prestations OPC
- pour le lot 3 : section de fonctionnement, chapitre 011, opération 2682 – Achat et distribution de sacs

M^{me} Coppey : « Vous le savez : la Métropole avance sur la collecte des déchets alimentaires, sous la forme de points d'apport volontaire. On a déjà commencé sur le quartier Nantes Nord, et on va élargir progressivement à d'autres quartiers nantais bien sûr, mais aussi à d'autres communes d'ici à 2026, en complément de solutions de compostage de proximité qui existent déjà, et puis en parallèle on a aussi le système Tri'Sac qui va s'arrêter. On va donc supprimer ce système à partir du premier semestre 2023 et jusqu'à 2024.

Progressivement, on va proposer aux habitants de ces zones des solutions plus simples, bacs containers bleus ou bacs containers jaunes, avec un sac réutilisable pour les foyers qui sont concernés pour faciliter le stockage et le transport des déchets recyclables jusqu'aux points de collecte.

Donc vous avez ici une délibération qui est nécessaire puisqu'on va lancer la consultation sur trois lots différents de fourniture, transport et installation d'abris bacs, mais aussi de seaux à compost, et donc des fameux sacs réutilisables dont je vous ai parlé, à destination de la précollecte.

La durée de ce marché, c'est 48 mois fermes, et le montant total de ces trois lots, qui vous est détaillé sur la délibération, c'est 6 900 000 euros hors taxes.

Voilà, je vous demande donc d'autoriser le lancement d'une procédure d'appel d'offres. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 – autorise le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert pour la fourniture de matériel de pré-collecte des déchets alimentaires et des emballages ménagers,

2 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer le marché, et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Salecroix présente la délibération suivante :

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville écologique et solidaire
Direction du Cycle de l'Eau
Direction des Opérateurs Public de l'Eau et de L'Assainissement

06 – Eau – Assainissement – Programmes Enveloppes – Lancement de consultations

Exposé

1 – Inspections télévisées des réseaux d'assainissement – Lancement d'une procédure négociée avec mise en concurrence

Les inspections télévisées permettent de déterminer l'état structurel et fonctionnel des collecteurs d'assainissement enterrés non visitables.

Nantes Métropole fait procéder dans le cadre de sa politique patrimoniale à ces investigations pour :

- déterminer l'état global de ses infrastructures afin de définir les programmes de renouvellement,
- fiabiliser la connaissance des réseaux (caractéristiques et localisation).

L'actuel marché à bons de commandes arrive à son terme le 30 décembre 2022. Il convient, pour assurer la continuité du service, de prévoir dès à présent la conclusion d'un nouveau marché à compter du 1^{er} janvier 2023.

La nature homogène des prestations à réaliser justifie le recours à un accord-cadre global.

L'accord-cadre, conclu à l'issue de cette consultation, prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commandes, d'une durée initiale de 2 ans, renouvelable 1 fois pour une période de 2 ans.

Il comportera un montant maximum de 1 200 000 € HT pour chaque période de 2 ans.

Conformément aux articles R2162-1 à R2162-14 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique, il est proposé de recourir à une procédure négociée avec mise en concurrence préalable pour la réalisation de ces prestations.

2 - Rénovation du traitement des boues de l'usine de production d'eau potable de Nantes Métropole - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Maîtrise d'œuvre - Lancement de la consultation

L'unité de traitement des boues de l'usine de production d'eau potable de la Roche à Nantes a été mise en service en 1999. Cette installation est gérée en régie.

Afin de garantir la continuité de service, il est nécessaire de procéder au renouvellement de tous les équipements liés au traitement des boues. Cette rénovation a pour objet la sécurisation, la fiabilisation et l'amélioration des fonctionnalités de l'installation.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 510 400 € HT soit 1 812 480 € TTC. Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, dont le montant d'honoraires est estimé à 144 000 € HT.

Conformément aux articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un marché à procédure adaptée ouverte pour la désignation d'un maître d'œuvre.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°044 et libellée Eau potable, opération 2021 - N°10118, libellée Travaux gros entretien et renouvellement production.

M. Salecroix : « Madame la Présidente, chers collègues, cette délibération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est en deux parties. La première concerne les inspections télévisées de ces mêmes réseaux avec le lancement d'une procédure négociée avec mise en concurrence. Comme vous le savez, ces inspections permettent de déterminer l'état structurel et fonctionnel notamment de nos collecteurs d'assainissement enterrés non visitables, ainsi que de fiabiliser la connaissance des réseaux.

L'actuel marché à bons de commande arrive à son terme le 30 décembre 2022. Il convient donc, pour assurer la continuité du service, de prévoir dès à présent la conclusion d'un nouveau marché à compter du 1^{er} janvier 2023. La nature homogène des prestations réalisées justifie le recours à un accord-cadre global monoattributaire avec émission de bons de commande d'une durée initiale de deux ans renouvelable une fois. Il comportera un montant maximum de 1 200 000 euros hors taxes pour chaque période de deux ans, si vous en êtes d'accord.

La deuxième partie de cette délibération concerne la rénovation du traitement des boues de l'usine de production d'eau potable de Nantes avec l'approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi que le lancement de consultation pour la maîtrise d'œuvre. L'unité de traitement des boues de l'usine de la Roche a été mise en service en 99 et comme vous le savez, est gérée en régie. Afin de garantir la continuité de service, il est nécessaire de procéder au renouvellement de tous les équipements liés au traitement de ces mêmes boues. Cette rénovation a bien évidemment pour objet la sécurisation et la fiabilisation de l'installation.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération a été estimée à 1 510 400 euros hors taxes. Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire donc de recourir, comme je vous l'évoquais, aux prestations d'un maître d'œuvre externe dont le montant d'honoraires est estimé à 144 000 euros hors taxes. Et conformément aux articles de la commande publique, il vous est donc demandé d'autoriser le lancement d'un marché à procédure adaptée ouverte pour la désignation de celui-ci. Voici pour la délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention particulière ?

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - approuve le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération suivante

OPERATIONS	MONTANTS HT	MONTANTS TTC
rénovation du traitement des boues de l'usine de production d'eau potable de la Roche à Nantes,	1 510 400€	1 812 480 €

2 – autorise le lancement :

- d'une procédure négociée avec mise en concurrence préalable pour la réalisation des inspections télévisées des réseaux d'assainissement
- d'un marché à procédure adaptée ouverte pour la désignation d'un maître d'œuvre dans le cadre de rénovation du traitement des boues de l'usine de production d'eau potable de la Roche à Nantes,

3 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées à l'entité adjudicatrice, notamment à signer les marchés et accords cadre et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Rebouh présente la délibération suivante :

Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction des Sports

07 – Convention d'occupation temporaire du domaine public pour la grande salle et ses annexes du Palais des Sports de Beaulieu

Exposé

Le HBC Nantes, club de handball professionnel, a accédé au premier échelon national en 2009 et conforte saison après saison sa place dans l'élite tant sur le plan national qu'europpéen. Il a récemment remporté en décembre 2021 la Coupe de la Ligue (après avoir déjà remporté ce trophée en 2015 et la Coupe de France en 2017) et évolue en Coupe d'Europe de façon régulière depuis 2011 (dont il a été finaliste en 2013, 2016 et 2018).

En septembre 2018, après les travaux de réhabilitation et d'agrandissement, Nantes Métropole a conclu avec le HBC Nantes une convention permettant la mise à disposition de la grande salle du Palais des Sports de Beaulieu (5 502 places) et de ses annexes (boutique, guichets, régie, vestiaires, sanitaires, locaux de rangement, salle de musculation, espaces de réception, bureaux, parking) jusqu'au 30 juin 2022.

Compte tenu du caractère économique de l'exploitation de cet équipement, et en application de l'article L2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, Nantes Métropole a lancé un Appel Public à Concurrence le 15 janvier 2022 concernant l'occupation de cet équipement. A l'issue de la phase de remise de candidatures, la SAS HBC Nantes était le seul candidat. Suite à la remise de son offre à la Métropole le 21 mars 2022, les négociations entre les deux parties se sont engagées et ont permis d'aboutir à la convention, ci-annexée, soumise à l'approbation du bureau métropolitain.

Cette convention prévoit en particulier :

- de confier la gestion et l'exploitation de la grande salle et de ses annexes, en priorité pour les rencontres sportives professionnelles pour une durée de 5 ans à partir du 1^{er} juillet 2022 ;
- de fixer une redevance annuelle composée d'une part fixe de 90 000 € hors taxes et d'une part variable basée sur la totalité du chiffre d'affaires ;
- la possible mise à disposition, plusieurs fois par an, à la Métropole pour l'organisation de manifestations (par elle-même ou un tiers).

Il est proposé d'approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la SAS HBC Nantes pour la grande salle du Palais des Sports de Beaulieu et ses annexes fonctionnelles (boutique, salle de musculation, vestiaires, sanitaires...), les espaces de réception de 2800 m², les bureaux de 250 m², le parking de 114 places et le parvis situé au niveau de l'entrée « grand public » rue Viviani.

M. Rebouh : « Bonjour à tous et à toutes. Chers collègues, il s'agit de vous présenter la nouvelle convention d'occupation temporaire du domaine public du palais des sports, dont la grande salle et les espaces réceptifs. Donc une nouvelle convention qui est un peu dans le même esprit que la précédente avec une durée cette fois-ci de cinq ans. Le HBC Nantes, faut-il le rappeler, c'est le club phare en France de handball et même européen, et par ailleurs le HBC Nantes disputera demain la finale de coupe de France contre le Paris-Saint-Germain. Donc cette durée permet à la fois d'apporter de la visibilité et de la stabilité, mais cette durée aussi permet de réinterroger régulièrement le paysage du sport professionnel métropolitain.

Cette convention traite à la fois la mise à disposition de certains espaces du palais des sports et non la totalité, donc la grande salle, les espaces réceptifs, les vestiaires, les salles de musculation. La collectivité conserve un droit d'utilisation d'équipements pour certains événements comme la Coupe du monde de football de table qui aura lieu au mois de juin.

La redevance se fera dans le même dispositif qui avait été proposé pour le FC Nantes, c'est-à-dire une part fixe qui serait de 90 000 euros, avec une part variable sur le chiffre d'affaires. Donc on a développé aussi cette convention sur l'axe développement durable, notamment sur l'axe énergétique où l'on prévoit une clause de revoyure sur certains sujets étant donné qu'un travail est initié pour maîtriser, comprendre et analyser les consommations actuelles.

Donc voilà ainsi cette proposition de nouvelle convention concernant l'utilisation du palais des sports. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Hervé Fournier. »

M. Fournier : « Non, je voulais juste saluer effectivement dans la rédaction de ce document, Ali, tous les engagements d'écoresponsabilité événementielle, puisque c'est ça aussi, la commande publique : c'est comment introduire des clauses environnementales, sociales, d'accessibilité universelle aussi, dans nos relations juridiques aux tiers sur le territoire. Donc en reprenant la charte des organisateurs d'événements du ministère autour de 15 engagements, on traduit également ces engagements qui sont les nôtres en termes de transition environnementale et sociale. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - approuve la convention d'occupation temporaire du domaine public annexée à la présente délibération, avec la SAS HBC Nantes pour la grande salle du Palais des Sports de Beaulieu pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2022.

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Bolo présente les délibérations suivantes :

Direction générale ressources
Département BATII
Direction Ateliers Exploitation Énergie Livraisons Événementiels

**08 – Nantes – Palais des Sports de Beaulieu – Contrat de maintenance multi-technique -
Lancement d'un appel d'offres ouvert**

Exposé

Le marché relatif à la maintenance multi-technique du Palais des Sports de Beaulieu (P.S.B.) arrive à échéance le 09 octobre 2022. Il convient donc de lancer une procédure de consultation d'entreprises afin de renouveler le marché précité.

L'objectif de ce marché est d'assurer des conditions constantes de fonctionnement des équipements composant le P.S.B., en mettant en oeuvre une maintenance qui a comme ambition une disponibilité continue des équipements. Il convient de souligner la nécessité de prendre en compte les enjeux liés aux activités sportives présentées, notamment par le Handball Club de Nantes (HBCN) dont l'équipe première évolue régulièrement en Ligue des Champions.

Les équipements maintenus seront par exemple: Les installations de chauffage, d'ECS (Eau chaude Sanitaires), les CTA (Centrales de Traitement d'Air), les climatiseurs, la GTB (Gestion Technique du Bâtiment), Les équipements électriques (TGBT, éclairage, ...), le SSI (Système de Sécurité Incendie) et ses asservissements, les matériels de désenfumage naturel, la détection de gaz, plomberie, menuiserie, ...

A l'issue de cette consultation, il sera conclu un marché ordinaire pour une durée ferme de cinq années à compter de sa notification, dénué de seuil minimum et assorti d'un seuil maximum de dépenses fixé à 2 500 000 € HT.

A titre d'information, les dépenses annuelles sont estimées à 170 000 € HT.

Conformément aux articles R2162-1 à R2161-5 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2022, chapitre 011, opération n° 3322 et libellée Maintenance des installations techniques Bâti.

M. Bolo : « Nous restons au palais des sports de Beaulieu pour un contrat de maintenance multitechnique puisque vous savez qu'un équipement de ce type nécessite des entretiens sur sa circulation d'air, sur son chauffage, ses systèmes électriques, d'autant plus que comme Ali vient de le rappeler, de temps en temps on accueille la Ligue des champions en handball, donc il faut quand même être à la hauteur sur le plan technique.

L'évaluation des dépenses annuelles, c'est 170 000 euros hors taxes, et le montant maximal de dépenses fixé pour les cinq années de durée de ce marché serait de 2 500 000 euros. Donc il faut lancer l'appel d'offres qui va bien. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Alain Vey a demandé la parole. »

M. Vey : « Oui, merci Madame la Présidente. En marge de ces délibérations, en particulier celle qu'a présentée tout à l'heure le vice-président Ali Rebouh, est-ce qu'on peut officiellement nous rassurer au regard, comment dirais-je, des réserves qui ont été émises dans la presse par rapport à l'opération du stade de la Beaujoire ? »

M^{me} la Présidente : « Merci. Ali Rebouh. »

M. Rebouh : « Cher Alain, tu parlais de l'article qu'il y avait eu sur la Coupe d'Europe, c'est ça ? Donc pour être extrêmement transparent avec vous, l'UEFA va venir sur la Beaujoire pour inspecter un peu le stade, les différents travaux qui ont lieu, parce qu'on a des travaux qui vont avoir un impact malgré tout sur l'organisation des matchs l'année prochaine. Donc l'UEFA doit venir cette semaine pour regarder, faire des préconisations à la fois au club et à la collectivité, pour pouvoir on l'espère tous... Je crois que personne ici ne se réjouirait de ne pas pouvoir accueillir les matchs d'Europa League, donc les choses suivent leur cours. On espère bien évidemment pouvoir répondre à toutes les interrogations que pourrait porter l'UEFA. »

M. Vey : « Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. On arrive donc à la fin des huit premières délibérations, donc tel qu'évoqué je vais vous inviter à voter, chers collègues. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un marché de maintenance multitechnique du Palais des sports de Beaulieu,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente

09 - Attribution de subventions aux tiers

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- les énergies et le climat
- l'alimentation
- la biodiversité
- les déchets
- l'égalité femmes-hommes
- les solidarités métropolitaines
- la mission territoire de longévité
- la mobilité
- l'engagement Loire
- l'économie et l'emploi responsable
- l'attractivité internationale et l'Europe
- l'enseignement supérieur recherche innovation
- le développement économique et le tourisme
- les manifestations et le tourisme d'affaires
- l'alliance des territoires
- les événements sportifs métropolitains
- la mission politique de la ville et le renouvellement urbain.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de **2 310 986 €** tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

M. Bolo : « Alors je précise, vu qu'il s'agit de la délibération traditionnelle concernant les subventions aux tiers, que Julie Laernoës ne vote pas pour ONIRIS, que François Prochasson ne vote pas pour l'ADIL, qu'André Sobczak, Fabrice Roussel, François Vouzellaud ne votent pas pour AUDENCIA, que Franckie Trichet ne vote pas pour l'IRT Jules-Verne, et que Fabrice Roussel ne vote pas pour l'École centrale. Donc il s'agit d'un total de subvention de 2 310 986 euros concernant la quasi-totalité de nos politiques publiques. C'est l'individualisation des subventions prévues au budget. Elles ont été, si ma mémoire est bonne, examinées dans la Commission ad hoc, donc je vous propose de ne pas les détailler à nouveau, les questions ayant été posées à ce moment-là, et je ne doute pas qu'elles aient obtenu des réponses. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'intervention particulière, je mets aux voix et je vous invite à voter. »

Le Bureau délibère et, après scrutin électronique à distance, par 55 voix pour

1. approuve l'attribution des subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants.
2. autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation de André SOBCZACK, Fabrice ROUSSEL, François VOUZELLAUD pour Audencia

Non participation de Franckie TRICHET pour l'IRT Jules Verne

Non participation de Fabrice ROUSSEL pour l'Ecole Centrale de Nantes

10 - Association Une Famille Un Toit 44 – Financement de la reprise à bail administratif et à la réhabilitation de la maison 30 boulevard Jean Moulin à Nantes destinée aux ménages en très grande précarité - Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Modification de la garantie de Nantes Métropole

Exposé

La ville de Nantes est propriétaire d'une maison d'habitation au 30 Boulevard Jean Moulin, qui nécessite des travaux de rénovation pour améliorer la sécurité, la salubrité ainsi que le bilan énergétique de celle-ci.

Il a été souhaité conférer à ce bien une vocation sociale et le réserver à des familles en très grande précarité en conformité avec les objectifs de relogement et d'égalité de la métropole. A cette fin, par une délibération du conseil municipal du 5 février 2016, la ville de Nantes a décidé de mettre ce bien à disposition de l'association Une Famille un Toit (UFUT44) par le biais d'un bail emphytéotique administratif signé en avril 2016. Dans ce cadre, l'association va réaliser des travaux de réhabilitation, nécessaires pour transformer la maison d'habitation en logement salubre, sécurisé et énergétiquement amélioré.

Lors du Bureau métropolitain du 4 juin 2021, une garantie d'emprunt au profit de l'Association Une Famille Un Toit 44 a été octroyée pour financer la rénovation de ce bien immobilier, à hauteur de 100 % pour 2 lignes de prêt de 60 000 € au total, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le concours financier de la Caisse des Dépôts et Consignations a été modifié, notamment eu égard à la durée du bail. En effet, la durée du prêt ne peut être supérieure à celle du bail. Il est donc nécessaire de délibérer à nouveau sur cette délibération.

Pour financer la réhabilitation de ce bien immobilier, l'association Une Famille Un toit 44 sollicite donc de nouveau Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt, au regard des compétences de la Métropole.

Ce projet de réhabilitation est estimé à 176 610 € TTC et sera porté selon le plan de financement prévisionnel décomposé comme suit :

- apport en fonds propres de l'association Une Famille Un Toit 44 : 3 053€
- subventions tous partenaires confondus : 110 557 €
 - subvention d'investissement Nantes Métropole : 10 000 € dans le cadre du dispositif « Mon Projet Rénov » par décision de février 2021
 - autres subventions : 100 557 €
- emprunts bancaires auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations : 63 000 € avec garantie de Nantes Métropole à hauteur de 100 %.

Les prêts à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations seraient réalisés aux conditions suivantes :

- Le prêt PAM Eco-prêt serait réalisé aux conditions suivantes, au vu du contrat de prêt joint en annexe :
 - Montant : 25 000 €
 - Taux : Livret A – 0,45 %
 - Durée : 18 ans
 - Échéance : annuelle
 - Frais de dossier : 0 €
- Le prêt PAM serait réalisé aux conditions suivantes, au vu contrat de prêt joint en annexe :
 - Montant : 38 000 €
 - Taux : Livret A + 0,53 %
 - Durée : 18 ans
 - Échéance : annuelle
 - Frais de dossier : 0 €

La Caisse des Dépôts et Consignations conditionne les prêts à une garantie intégrale par Nantes Métropole.

Après examen de ce dossier, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de donner une suite favorable à ces demandes de garantie d'emprunt auprès de la Métropole, sous la forme d'un engagement de caution et sous réserve du respect des conditions suivantes par l'association Une Famille Un Toit 44 :

- Affectation exclusive des fonds empruntés à la réalisation de l'opération de réhabilitation de la maison située au 30 Boulevard Jean Moulin à Nantes ;

- Signature par Une Famille Un Toit 44 de la convention de garantie d'emprunt, jointe en annexe 2, fixant ses obligations en contrepartie de l'engagement de la Métropole.

En ce sens, Nantes Métropole s'engage, au cas où Une Famille Un Toit 44, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes les sommes exigibles dues par elle, au titre de l'emprunt garanti, en principal, intérêt, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, à effectuer le paiement en son lieu et place, à hauteur de la quotité garantie par Nantes Métropole, sur demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le contrat de prêt n°132320 en annexe de la présente délibération, signé entre Une Famille Un Toit 44 ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

M. Bolo : « Il s'agit d'une garantie d'emprunt, une modification de la garantie de Nantes Métropole au profit de l'association Une Famille un toit 44 pour un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il s'agit du financement de la reprise à bail administratif et à la réhabilitation de la maison du 30 boulevard Jean-Moulin. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 – abroge la délibération n°2021-74 en date du 4 juin 2021 pour les raisons précisées dans l'exposé.

2 – décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt constitué de deux lignes de prêts d'un montant total de 63 000 € à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132320 pour financer la réhabilitation de la maison située au 30 boulevard Jean Moulin à Nantes destinée aux ménages en très grande précarité; selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132320 constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de Nantes Métropole est accordée à hauteur de la somme en principal de 63 000,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

3 - s'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ; à hauteur de la quotité garantie par Nantes Métropole.

4 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur, dans les meilleurs délais, pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre recommandée du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement, à hauteur de la quotité garantie par Nantes Métropole ;

5 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec Une Famille Un Toit 44 joint en annexe de la délibération.

6 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction Contrôle de gestion

11 - SA d'HLM Aiguillon Construction – Opération de construction de logements locatifs sociaux – Avenant aux emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Allongement de la durée de préfinancement - Réitération de garantie de Nantes Métropole

Exposé

Par décision n°2020-659 en date du 12 juin 2020, Nantes Métropole a garanti intégralement le contrat de prêt n°107291 contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour le financement de l'opération de construction de 34 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Parenthèse îlots 6 et 7 » située ZAC de la Métairie – avenue du Chevalier de Beaulieu à Couëron. Ce contrat de prêt comportant quatre lignes de prêt (n°5357022, 5357023, 5357024, 5357025) pour un montant total de 4 193 000 €.

La SA d'HLM Aiguillon Construction sollicite aujourd'hui l'intervention de Nantes Métropole pour la réitération de la garantie intégrale d'emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, relative à cette opération de construction et la conclusion d'un avenant à ce contrat de prêt.

Les caractéristiques de l'avenant ne portent que sur l'allongement de la durée de préfinancement passant de 24 à 36 mois, en raison du contexte sanitaire et du décalage de plannings des entreprises. L'avenant est présenté en annexe de la présente délibération.

En conséquence, Nantes Métropole est appelée à délibérer en vue de réitérer sa garantie.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu l'avenant au contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération, signé entre la Aiguillon Construction, l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

M. Bolo : « La délibération 11 est également une question de garantie d'emprunt. C'est une réitération de la garantie de Nantes Métropole pour une opération de construction pilotée par la SA Aiguillon. C'est un avenant à un emprunt, il faut formellement se reprononcer dessus, mais il n'y a pas de difficulté. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vous invite donc, chers collègues, à voter sur les délibérations 10 et 11. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 - Décide de réitérer la garantie de Nantes Métropole pour le remboursement des quatre lignes de prêt avenantées sous les n°5357022, n°5357023, n°5357024 et n°5357025 du contrat n°107291 contracté par la SA d'HLM Aiguillon Construction auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies en annexe à la présente délibération.

La garantie est accordée pour chaque Ligne de Prêt Réaménagée, à hauteur des quotités indiquées aux annexes précitées, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

2 - Les caractéristiques financières des emprunts sont indiquées, dans l'annexe qui fait partie intégrante de la présente délibération.

3 - S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale des emprunts, mentionnés ci-dessus, et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur, dans les meilleurs délais, pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Aiguillon Construction annexée à la présente délibération.

6- Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et Performance
Direction Contrôle de gestion

12 - SPLA Loire Océan Métropole Aménagement – Financement de l'opération ZAC projet Grand Bellevue sur les communes de Nantes et Saint-Herblain - Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et consignations – Garantie partielle de Nantes Métropole

Exposé

Le programme de la ZAC du Grand Bellevue sur le territoire des communes de Nantes et Saint-Herblain consiste à réaliser environ 1 000 logements, démolir 480 logements sociaux, requalifier 807 logements, et créer 3 000 m² de surface plancher d'équipements publics (une maison de Santé Pluriprofessionnelle et un équipement sportif), ainsi qu'un pôle artisanal, 18 500 m² de surface plancher de services et activités et 2 500 m² de commerces de proximité.

La concession d'aménagement de la ZAC Projet Grand Bellevue, confiée à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement, a pour objet l'aménagement urbain et la requalification d'espaces publics sur un périmètre d'environ 61 hectares. Ce projet est inscrit dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et quartiers politique de la ville (QPV).

La ZAC Grand Bellevue est phasée en 5 secteurs qui ont fait l'objet d'études d'avant-projet. Des acquisitions foncières sont prévues sur l'année 2022 sur trois secteurs et vont se poursuivre sur les autres secteurs. Les premiers travaux aux abords de la Maison Santé Bellevue ont été réalisés fin 2021 et début 2022. Les prochains travaux seront réalisés pour partie dès 2022 sur le secteur des Moulins et Bois Hardy et pour les autres secteurs de 2023 à 2030.

Le dernier bilan financier prévisionnel a été approuvé par le conseil métropolitain du 10 et 11 décembre 2021 (CRACL 2020). Le coût prévisionnel global de cette opération s'élève désormais à 68.1 M€ HT.

La poursuite des études, le portage du foncier et les travaux sur les cinq secteurs nécessitent la mise en place d'un financement, estimé à 10 M€.

La Caisse des Dépôts et Consignations propose, tel que le contrat de prêt en annexe le prévoit, un taux bonifié indexé sur le taux du livret A dont les conditions sont les suivantes :

Caractéristique de la ligne de prêt	PRUAM
Montant	10 000 000 euros
Commission d'instruction	6 000 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de la période	1,26 %
TEG	1,26%
Phase de préfinancement	
Durée de préfinancement	42 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	0.60 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Annuel
Phase d'amortissement	
Durée	5 ans
Durée du différé d'amortissement	60 mois
Index (*)	Livret A
Marge fixe sur index	0.60 %
Taux d'Intérêt	Livret A
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire
Modalité de révision	SR
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode calcul des intérêts	Equivalent

Ce nouveau prêt est conditionné par l'octroi de la garantie de Nantes Métropole à hauteur de 80%, soit une garantie à hauteur de 8 000 000 euros. Le cautionnement des 20 % restants, soit une caution à hauteur de 2 000 000 euros, initialement prévu par le contrat par la Banque Postale, sera assuré par ARKEA BANQUE E&I comme le prévoit l'avenant 1 au contrat et annexé à la présente délibération.

Aussi, il est demandé de délibérer favorablement à la mise en place d'une garantie d'emprunt par Nantes Métropole à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement à hauteur de 80% de 10 000 000 euros.

Au regard de ce qui précède,

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

M. Bolo : « Alors, compte tenu de leurs fonctions au sein de la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement, Jocelyn Bureau, Anthony Descloziers, Martine Métayer, Pascal Pras, François Vouzellaud ne prennent pas part au vote de cette délibération qui concerne une garantie d'emprunt partielle de Nantes Métropole pour la SPLA LOMA. Il s'agit de financement d'opérations sur la ZAC du Grand-Bellevue. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 52 voix pour**

- 1 - Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement pour le prêt de 10 000 000 euros, contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dont les caractéristiques financières sont présentées dans l'exposé, en vue du financement de l'opération ZAC Projet Grand Bellevue sur les communes de Nantes et Saint-Herblain.
- 2 - S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- 3 - Prend acte qu'en cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant.
- 4 - Approuve la convention et avenant de convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement et consultables à la direction contrôle de gestion.
- 5 – Autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention et l'avenant de convention.

Non participation de M. Jocelyn Bureau, M. Anthony Descloziers, Mme Martine Metayer, M. Pascal Pras, M. François Vouzellaud

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et Performance
Direction Contrôle de gestion

13 - SPLA Loire Océan Métropole Aménagement – Financement de l'opération ZAC Projet Global Nantes Nord à Nantes – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie partielle de Nantes Métropole

Exposé

Le programme du dossier de création de la ZAC Nantes Nord délibéré par le conseil métropolitain le 15 octobre 2021 prévoit la création d'environ 1 130 logements, la requalification de 2 545 logements, la démolition de 348 logements sociaux et la création d'environ 8 000 m² de surface plancher pour accueillir des nouveaux services, des activités, des commerces de proximité et des équipements publics. Le programme comprend également la création et la requalification de plus de 238 490 m² d'espaces publics dont la nouvelle centralité Chêne des Anglais mais aussi des cheminements piétons, la création de nouveaux sentiers et de corridors végétalisés, l'aménagement d'espaces de stationnements, la création de squares, de jardins et l'aménagement des espaces verts centraux structurants.

La concession d'aménagement de la ZAC Projet Global Nantes Nord approuvée par délibération du Conseil métropolitain du 28 juin 2019, confiée à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement, a pour objet de réaliser les aménagements nécessaires à la création ou la requalification des espaces publics, développer l'activité économique par l'accueil de nouvelles activités au sein du quartier, renforcer l'offre commerciale de proximité, diversifier les fonctions du quartier, accompagner la requalification de manière significative des logements existants et diversifier l'offre en matière de logements et mettre en valeur les nombreux espaces naturels du quartier en leur redonnant des usages et une visibilité par la mise en œuvre d'une continuité verte structurante à l'échelle du quartier.

Le périmètre est d'environ 80 hectares sur le territoire de la Ville de Nantes sur les secteurs : Bout des Pavés, Chêne des Anglais, Petite Sensive. Ce projet est inscrit dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et quartiers politique de la ville (QPV).

La ZAC Projet Global Nantes Nord est phasée en quatre secteurs qui sont en phase étude. Les négociations foncières sont en cours sur le secteur de la Boissière, les premiers travaux sont prévus à partir de 2023 jusqu'en 2033.

Le dernier bilan financier prévisionnel a été approuvé par le conseil métropolitain du 9 et 10 décembre 2021 (CRACL 2020). Le coût prévisionnel global de cette opération s'élève désormais à 67.3 M€ HT.

La poursuite des études, le portage du foncier et les travaux sur les quatre secteurs nécessite la mise en place d'un nouveau financement, estimé à 10 M€.

La Caisse des Dépôts et Consignations propose, tel que le contrat de prêt en annexe le prévoit, un taux bonifié indexé sur le taux du livret A dont les conditions sont les suivantes :

Caractéristique de la ligne de prêt	PRUAM
Montant	10 000 000 Euros
Commission d'instruction	6 000 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de la période	1.22 %
TEG	1,22%
Phase de préfinancement	
Durée de préfinancement	60 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	0.60 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Annuel
Phase d'amortissement	
Durée	7 ans
Durée du différé d'amortissement	60 mois
Index (*)	Livret A
Marge fixe sur index	0.60 %
Taux d'Intérêt	Livret A
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire
Modalité de révision	SR
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode calcul des intérêts	Equivalent

Ce nouveau prêt est conditionné par l'octroi de la garantie de Nantes Métropole à hauteur de 80%, soit une garantie à hauteur de 8 000 000 euros. Le cautionnement des 20 % restants, soit une caution à hauteur de 2 000 000 euros, initialement prévu par le contrat par la Banque Postale, sera assuré par ARKEA BANQUE E&I comme le prévoit l'avenant 1 au contrat et annexé à la présente délibération.

Aussi, il est demandé de délibérer favorablement à la mise en place d'une garantie d'emprunt par Nantes Métropole à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement à hauteur de 80% de 10 000 000 euros.

Au regard de ce qui précède,

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

M. Bolo : « Les mêmes causes produisant les mêmes effets, même si là il s'agit de Nantes Nord et non plus du Grand-Bellevue, c'est toujours des garanties d'emprunt pour LOMA auprès de la Caisse des dépôts, et les mêmes personnes ne prennent pas part au vote. »

M^{me} la Présidente : « Je vous invite donc, chers collègues, à voter sur les délibérations 12 et 13. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 52 voix pour**

- 1 - Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement pour le prêt de 10 000 000 euros, contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dont les caractéristiques financières sont présentées dans l'exposé, en vue du financement de l'opération ZAC Projet Global Nantes Nord sur le territoire de la Ville de Nantes.
- 2 - S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
3. Prend acte qu'en cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant.
4. Approuve la convention et avenant de convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement et consultables à la direction contrôle de gestion.
5. Autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention et avenant de convention.

Non participation de M. Jocelyn Bureau, M. Anthony Descloziers, Mme Martine Metayer, M. Pascal Pras, M. François Vouzellaud

14 - SA d'HLM Harmonie Habitat – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès d'organismes bancaires – Garantie de Nantes Métropole

Exposé

La Société Anonyme Harmonie Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'emprunts relative au financement du programme d'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Faubourg 14 » située 14 rue Faubourg à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	398 382 €	131519	100%
PLUS Foncier		192 935 €		
PLAI		174 311 €		
PLAI Foncier		89 182 €		
PHB		58 500 €		
PLS	Arkéa Banque	157 400 €	DD19620270	
PLS	Arkéa Banque	104 918 €	DD19492199	

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie d'emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre la SA d'HLM Harmonie Habitat l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et Arkéa Banque, les prêteurs.

M. Bolo : « Il s'agit toujours de garantie d'emprunt, et cette fois-ci, c'est François Prochasson qui ne vote pas puisqu'il s'agit d'Harmonie Habitat. Une opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vous invite à voter, chers collègues. Pour celles et ceux qui se demandent pourquoi on vote séparément et pas groupé, je vois dans vos regards : tout simplement parce que comme ce ne sont pas les mêmes élus empêchés de voter chaque fois, pour être bien rigoureux juridiquement, on doit faire de manière séparée. Merci. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 56 voix pour**

1 – Acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Faubourg 14 » située 14 rue Faubourg à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement de cinq lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131519 et deux emprunts contractés auprès de Arkéa Banque sous les contrats DD19620270 et DD19492199, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Faubourg 14 » située 14 rue Faubourg à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - s'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Harmonie Habitat.

6 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Non participation de M. François Prochasson

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction Contrôle de gestion

15 - Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative – Restructuration d'une partie de la dette auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Réitération de la garantie de Nantes Métropole

Exposé

Le Conseil d'administration de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative a décidé lors de la séance du 19 octobre 2021 de restructurer une partie de la dette contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces 2 réaménagements visent essentiellement à couvrir la dette du bailleur social indexée sur Livret A, et notamment de protéger l'organisme d'une hausse du taux de ce Livret A, dans un contexte actuel d'augmentation du taux de l'inflation.

Dans ce cadre, la SCIC d'HLM CIF Coopérative a ainsi sollicité la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté le réaménagement de la dette de 16 lignes de prêts pour un encours total de 5.672.130,18 € référencées en annexe jointe, et par la signature de 2 avenants de réaménagement selon les caractéristiques suivantes :

- l'avenant n°128475, porte sur 3 lignes de prêt garanties initialement par Nantes Métropole à 100 %, dont les principales évolutions portent sur l'évolution du taux d'intérêt (les taux d'intérêts basés sur le livret A étant remplacés par un taux fixe à 0,93 %), ainsi que sur les conditions de remboursements anticipés de chacune de ces lignes de prêts (l'indemnité forfaitaire 6 mois étant remplacée par une indemnité actuarielle calculée sur l'OAT), conditions référencées en annexe jointe.
- l'avenant n°128473, porte sur 13 lignes de prêt garanties initialement par Nantes Métropole à 100 %, dont les principales évolutions portent sur les conditions de remboursements anticipés de chacune de ces lignes de prêts (l'indemnité forfaitaire 6 mois étant remplacée par une indemnité actuarielle calculée sur taux de swap), leurs modalités de révisions (passage d'une double révisabilité à une double révisabilité limitée), ainsi que sur l'évolution de leur taux de progressivité, conditions référencées en annexe jointe.

Ces avenants ont été signés par la SCIC d'HLM CIF Coopérative et la Caisse des Dépôts et Consignations les 27 et 29 octobre 2021.

En conséquence, Nantes Métropole est appelée à délibérer en vue d'apporter la réitération de sa garantie pour le remboursement de 16 lignes de prêts réaménagées, regroupées sur deux avenants de réaménagement référencés ci-dessus qui mettent en exergue les conditions financières antérieures et issues du réaménagement.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu les avenants de réaménagement joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération, signés entre la SCIC d'HLM CIF Coopérative l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

M. Bolo : « Eh bien là, c'est Pascal Pras qui ne prendra pas part au vote, mais il s'agit d'une réitération de garantie de Nantes Métropole pour le CIF tout simplement, là encore des emprunts auprès de la Caisse des dépôts. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 58 voix pour**

1 - Décide de réitérer la garantie de Nantes Métropole pour le remboursement de chaque Ligne de Prêt Réaménagée, initialement contractée par la SCIC d'HLM CIF Coopérative auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes des prêts réaménagés » de la présente délibération.

La garantie est accordée pour chaque Ligne de Prêt Réaménagée, à hauteur des quotités indiquées aux annexes précitées, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

2 – Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes des Prêts Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « caractéristiques financières des lignes des prêts réaménagés » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la(les) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite(auxdites) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement. Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.
A titre indicatif le taux du Livret A au 01/02/2022 est de 1%.

3 - La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur. dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations. le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur, dans les meilleurs délais, pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

S'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dites à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SCIC d'HLM CIF Coopérative annexée à la présente délibération.

6 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Non participation de M. Pascal Pras

M. Prochasson présente les délibérations suivantes :

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction Contrôle de gestion

16 - Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative – Opération de logements en accession abordable – Emprunt auprès du Crédit Coopératif – Garantie de Nantes Métropole

Exposé

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie relative au financement du programme de construction de 19 logements en accession abordable, opération dénommée « Flânerie des Chênes » située rue du Haut Launay à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PSLA	Crédit Coopératif	2 857 909 €	Offre de prêt	100 %

Les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentées en annexe.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'offre de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signée entre la Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative l'emprunteur, et le Crédit Coopératif, le prêteur.

M. Prochasson : « Donc il s'agit d'une délibération pour une garantie d'emprunt, toujours à la CIF coopérative à nouveau, pour la construction de 19 logements en accession abordable à Nantes, et Pascal Pras ne vote pas. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 58 voix pour**

1 – Construction de 19 logements en accession abordable, opération dénommée « Flânerie des Chênes » située rue du Haut Launay à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif, relatif à l'opération de construction de 19 logements en accession abordable, opération dénommée « Flânerie des Chênes » située rue du Haut Launay à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement le Crédit Coopératif et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - s'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative.

6 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Non participation de M. Pascal Pras

17 - SA d'HLM Atlantique Habitations – Opérations d'acquisition en VEFA et de réhabilitation de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole

Exposé

La Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Clos 24 » située 7 rue du Pâtis Rondin à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	45 537 €	132149	100 %
PLUS Foncier		153 750 €		
PLAI Foncier		32 944 €		
Prêt Booster BEI Taux fixe		90 000 €		
PHB		39 000 €		

Programme n°2 : Acquisition en VEFA d'un logement locatif social, opération dénommée « Claire Fontaine » située 35 allée de la Claire Fontaine à Sainte Luce sur Loire

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLAI	Caisse des Dépôts et Consignations	85 108 €	132146	100 %
PLAI Foncier		60 689 €		
Prêt Booster BEI Taux fixe		15 000 €		
PHB		6 500 €		

Programme n°3 : Acquisition d'un logement locatif social, opération dénommée « Le 20.100 » située ZAC Bottière-Chénaie - 25 rue des Halquinières à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	28 382 €	131841	100 %
PLS Foncier		40 545 €		
CPLS		37 709 €		
Prêt Booster Taux fixe		15 000 €		

Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Boulevard du Massacre » située Boulevard du Massacre à Saint-Herblain

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	236 924 €	132164	100 %
PLS Foncier		338 462 €		
CPLS		494 230 €		
PHB		52 000 €		

Programme n°5 : Réhabilitation de 40 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Allée de Pontchâteau » située 2, 4, 6, 8 allée de Pontchâteau à Rezé

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Eco prêt	Caisse des Dépôts et Consignations	600 000 €	133185	100 %
PAM BEI Taux fixe		1 785 000 €		
PHB		400 000 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexes.

Du fait des garanties d'emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre la SA d'HLM Atlantique Habitations l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

M. Prochasson : « Voilà, pour la SA d'HLM Atlantique Habitations une opération d'acquisition en VEFA et de réhabilitation, un emprunt à la Caisse des Dépôts et Consignations pour des logements locatifs sociaux. Il s'agit de cinq opérations : deux à Nantes, une à Sainte-Luce-sur-Loire, une à Saint-Herblain et enfin une à Rezé. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de question, je mets donc aux voix les trois délibérations 15, 16 et 17. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 58 voix pour**

1 – Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Clos 24 » située 7 rue du Pâtis Rondin à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de cinq lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132149, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Clos 24 » située 7 rue du Pâtis Rondin à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 – Programme n°2 : Acquisition en VEFA d'un logement locatif social, opération dénommée « Claire Fontaine » située 35 allée de la Claire Fontaine à Sainte Luce sur Loire

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132146, relative à l'opération d'acquisition en VEFA d'un logement locatif social, opération dénommée « Claire Fontaine » située 35 allée de la Claire Fontaine à Sainte Luce sur Loire, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

3 – Programme n°3 : Acquisition d'un logement locatif social, opération dénommée « Le 20.100 » située ZAC Bottière-Chénaie - 25 rue des Halquinières à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131841, relative à l'opération d'acquisition d'un logement locatif social, opération dénommée « Le 20.100 » située ZAC Bottière-Chénaie - 25 rue des Halquinières à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

4 – Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Boulevard du Massacre » située Boulevard du Massacre à Saint-Herblain

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132164, relative à l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Boulevard du Massacre » située Boulevard du Massacre à Saint-Herblain, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

5 – Programme n°5 : Réhabilitation de 40 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Allée de Pontchâteau » située 2, 4, 6, 8 allée de Pontchâteau à Rezé

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°133185, relative à l'opération de réhabilitation de 40 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Allée de Pontchâteau » située 2, 4, 6, 8 allée de Pontchâteau à Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

6 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

7 - s'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

8 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

9 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Atlantique Habitations.

10 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Non participation de M. Pascal Pras

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction Contrôle de gestion

18 - Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Opérations d'acquisition amélioration et de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole

Exposé

L'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivants :

Programme n°1 : Acquisition amélioration de 101 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Résidence Beaulieu 5 » située 7 et 9 allée Alain Gerbault, 1 et 3 rue Cherche Midi, 10 au 16 rue Paul Nassivet à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PTP	Caisse des Dépôts et Consignations	8 674 750 €	131831	100%

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 25 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Confiden'ciel » située boulevard Joliot Curie à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	974 409 €	132523	100%
PLUS Foncier		552 814 €		
PLAI		532 254 €		
PLAI Foncier		369 113 €		
PHB		162 500 €		

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Cours Lamartine » située 21, 23 rue des Martyrs/18 rue du Plessis de la Muse/1 à 5 allée Mélanie Waldorà Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	716 645 €	132153	100%
PLUS Foncier		431 684 €		
PLAI		345 595 €		
PLAI Foncier		266 390 €		
Prêt Booster taux fixe		153 000 €		
PHB		117 000 €		

Programme n°4 : Construction de 20 logements locatifs sociaux, opération dénommée « La Sanglerie » située rue des Ecoles aux Sorinières.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 061 435 €	131285	100%
PLUS Foncier		291 004 €		
PLAI		428 054 €		
PLAI Foncier		139 570 €		
PHB		130 000 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat, l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

M. Prochasson : « Cette fois-ci, c'est Madame Lefranc et Monsieur Pras qui ne participent pas au vote. Il s'agit pour Nantes Métropole Habitat d'une garantie d'emprunt à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour des opérations d'acquisition, d'amélioration, de construction de logements locatifs sociaux : trois opérations sur Nantes et une aux Sorinières. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération. »

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 57 voix pour**

1 – Programme n°1 : Acquisition amélioration de 101 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Résidence Beaulieu 5 » située 7 et 9 allée Alain Gerbault, 1 et 3 rue Cherche Midi, 10 au 16 rue Paul Nassivet à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131831, relative à l'opération d'acquisition amélioration de 101 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Résidence Beaulieu 5 » située 7 et 9 allée Alain Gerbault, 1 et 3 rue Cherche Midi, 10 au 16 rue Paul Nassivet à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 – Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 25 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Confiden'ciel » située boulevard Joliot Curie à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de cinq lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132523, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 25 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Confiden'ciel » située boulevard Joliot Curie à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant parties intégrantes de la présente délibération.

3 – Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Cours Lamartine » située 21, 23 rue des Martyrs/18 rue du Plessis de la Muse/1 à 5 allée Mélanie Waldorà Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de six lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132153, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Cours Lamartine » située 21, 23 rue des Martyrs/18 rue du Plessis de la Muse/1 à 5 allée Mélanie Waldorà Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant parties intégrantes de la présente délibération.

4 – Programme n°4 : Construction de 20 logements locatifs sociaux, opération dénommée « La Sanglerie » située rue des Ecoles aux Sorinières

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de cinq lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131285, relatives à l'opération de construction de 20 logements locatifs sociaux, opération dénommée « La Sanglerie » située rue des Ecoles aux Sorinières, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant parties intégrantes de la présente délibération.

5 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

6 - s'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

7 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

8 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat.

9 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Non participation de Mme Elisabeth Lefranc, M. Pascal Pras

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction Contrôle de gestion

19 - SA d'HLM CDC Habitat Social – Opération de construction de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole

Exposé

La Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'un emprunt relative au financement du programme de construction de 24 logements locatifs sociaux, opération dénommée « La Civielière » située 1 rue André Messager à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLAI	Caisse des Dépôts et Consignations	313 700 €	129698	100 %

Les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie d'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;
Vu le contrat de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signé entre la SA d'HLM CDC Habitat Social, l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 – Construction de 24 logements locatifs sociaux, opération dénommée « La Civelière » située 1 rue André Messager à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM CDC Habitat Social pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation sous le contrat n°129698, relative à l'opération de construction de 24 logements locatifs sociaux, opération dénommée « La Civelière » située 1 rue André Messager à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - s'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM CDC Habitat Social.

6 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction Contrôle de gestion

20 - SA d'HLM La Nantaise d'Habitations – Opérations de construction et d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole

Exposé

La Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Riveo » située rue de Nantes à Bouaye.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	458 000 €	133194	100 %
PLUS Foncier		260 000 €		
PLAI		153 000 €		
PLAI Foncier		125 000 €		

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Prisma » située 4 rue de l'Elan/7-9 rue des Sports aux Sorinières

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	58 000 €	131550	100 %
PLUS Foncier		330 000 €		
PLAI		33 000 €		
PLAI Foncier		140 000 €		
Prêt Booster taux fixe		150 000 €		
PHB		84 500 €		

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 9 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Pavillon Cambronne » située 8 -10 rue de la Verrerie à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	270 000 €	131811	100 %
CPLS		249 650 €		

Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Préférence » située 24 rue de la Pelleterie, 2 rue Jean Viel, 95-97 rue des Hauts Pavés à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	144 000 €	131834	100 %
CPLS		96 000 €		

Programme n°5 : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Jardins d'Aby » située 19-23 rue du 16 septembre à Saint-Herblain

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	494 000 €	132148	100 %
PLUS Foncier		300 000 €		
PLAI		212 000 €		
PLAI Foncier		160 000 €		
PHB		71 500 €		

Programme n°6 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Link » située 4 rue de Saint Nazaire à Saint-Herblain

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	190 000 €	132748	100 %
CPLS		150 100 €		

Programme n°7 : Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, opération dénommée « New Corner » située 22 et 22 bis avenue des Sports à Saint-Herblain

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	174 000 €	131728	100 %
CPLS		130 100 €		

Programme n°8 : Acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Eloge » située 2 rue de la Chézine à Sautron

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	76 000 €	131529	100 %
PLUS Foncier		110 000 €		
PLAI		28 000 €		
PLAI Foncier		50 000 €		
Prêt Booster taux fixe		75 000 €		
PHB		52 000 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexes.

Du fait des garanties d'emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;
Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

**Le Bureau délibère et,
après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour**

1 – Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Riveo » située rue de Nantes à Bouaye

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°133194, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Riveo » située rue de Nantes à Bouaye, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 – Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Prisma » située 4 rue de l'Elan/7-9 rue des Sports aux Sorinières

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de six lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131550, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Prisma » située 4 rue de l'Elan/7-9 rue des Sports aux Sorinières, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

3 – Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 9 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Pavillon Cambronne » située 8 -10 rue de la Verrerie à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131811, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 9 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Pavillon Cambronne » située 8 -10 rue de la Verrerie à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

4 – Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Préférence » située 24 rue de la Pelleterie, 2 rue Jean Viel, 95-97 rue des Hauts Pavés à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131834, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Préférence » située 24 rue de la Pelleterie, 2 rue Jean Viel, 95-97 rue des Hauts Pavés à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

5 – Programme n°5 : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Jardins d'Aby » située 19-23 rue du 16 septembre à Saint-Herblain

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de cinq lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132148, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Jardins d'Aby » située 19-23 rue du 16 septembre à Saint-Herblain, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

6 – Programme n°6 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Link » située 4 rue de Saint Nazaire à Saint-Herblain

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132748, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Link » située 4 rue de Saint Nazaire à Saint-Herblain, selon les caractéristiques financières et

aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

7 – Programme n°7 : Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, opération dénommée « New Corner » située 22 et 22 bis avenue des Sports à Saint-Herblain

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131728, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, opération dénommée « New Corner » située 22 et 22 bis avenue des Sports à Saint-Herblain, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

8 – Programme n°8 : Acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Eloge » située 2 rue de la Chézine à Sautron

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de six lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°131529, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Eloge » située 2 rue de la Chézine à Sautron, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

9 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

10 - s'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

11 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

12 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations.

13 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

21 - SCIC d'HLM Gambetta – Opérations de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole

Exposé

La Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM Gambetta sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 12 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Apollinaire » située rue du Général de Gaulle à Saint-Jean-de-Boiseau

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	608 279 €	132414	100 %
PLUS Foncier		430 770 €		
PLAI		217 959 €		
PLAI Foncier		196 814 €		

Programme n°2 : Construction de 20 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Maquisards » située 5 rue des Maquisards à La-Chapelle-sur-Erdre

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 293 805 €	133254	100 %
PLUS Foncier		255 108 €		
PLAI		667 641 €		
PLAI Foncier		155 857 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexes.

Du fait des garanties d'emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre la SCIC d'HLM Gambetta l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

M. Prochasson : « Voilà des délibérations pour lesquelles nous pouvons tous voter.

Donc la 19 pour la SA d'HLM CDC Habitat Social, un emprunt à la Caisse des dépôts pour des constructions de logements locatifs sociaux, 24 logements sur la commune de Nantes.

La délibération 20 pour la SA d'HLM La Nantaise d'habitation, construction et acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux, à nouveau un emprunt garanti sur la Caisse des Dépôts et Consignations. Donc il s'agit de huit opérations en VEFA : sur Bouaye, Sorinières, deux opérations à Nantes, trois à Saint-Herblain et une à Sautron.

Et enfin la délibération 21 pour la SCIC HLM Gambetta, une opération de construction de logements locatifs sociaux, un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour deux opérations : une à Saint-Jean-de-Boiseau et une autre à La Chapelle-sur-Erdre. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de question ou de demande d'intervention, je mets donc aux voix ces trois dernières délibérations. »

Le Bureau délibère et, après scrutin électronique à distance, par 59 voix pour

1 – Programme n°1 : Construction de 12 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Apollinaire » située rue du Général de Gaulle à Saint Jean de Boiseau

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SCIC d'HLM Gambetta pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°132414, relatives à l'opération de construction de 12 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Apollinaire » située rue du Général de Gaulle à Saint Jean de Boiseau, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

2 – Programme n°2 : Construction de 20 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Maquisards » située 5 rue des Maquisards à La Chapelle sur Erdre

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SCIC d'HLM Gambetta pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°133254, relative à l'opération de construction de 20 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Maquisards » située 5 rue des Maquisards à La Chapelle sur Erdre, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

3 - précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

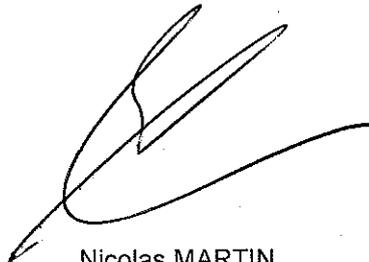
4 - s'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

5 - s'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

6 - approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SCIC d'HLM Gambetta.

7 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forment un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Le Secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, cursive representation of the name Nicolas Martin.

Nicolas MARTIN

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel/Montant 2021	Rappel/Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Energies CLIMAT	LA CIME	2 500 €	1 000 €	1 500 €	0 €	L'association LA CIME propose des permanences au sein de la maison de l'habitant ou de l'ecoparc et des visites socio-techniques, pour lutter contre la précarité énergétique des ménages, favoriser la transition énergétique, lutter contre la fracture numérique, favoriser l'accès aux droits.	Non	Op 3395
Energies CLIMAT	LA CIME	500 €	500 €	0 €	0 €	L'association LA CIME propose des ateliers de sensibilisation et d'appropriation du numérique en lien avec l'énergie et le logement dans le cadre d'un parcours préventif.	Non	Op 3395
Alimentation	Bio Tfull	8 000 €	5 000 €	5 000 €	0 €	L'association BioTfull intervient depuis 6 ans dans l'expérimentation et la promotion de l'agriculture urbaine et de la végétalisation comestible. Elle conçoit et anime des ateliers et des jardins participatifs et développe un projet de pépinière sur Nantes : elle propose une animation de quartier en pied d'immeubles pour développer une pépinière solidaire et participative. Ce projet répond à de nombreux objectifs du plan alimentaire territorial.	Non	Op 3804
Alimentation	EARL ALBERT	3 724,80 €	3 725 €	0 €	0 €	Pierrick ALBERT, exploitant viticole à Vertou, demande l'aide à la remise en culture d'une parcelle de 2,35 hectares afin d'optimiser ses relations, contribuant à améliorer ainsi son bilan carbone et lui permettant de développer sa production biologique.	Convention 2022 Annexe 1	Op 10065 - Investissement
Alimentation	SCIC Nantes Nord	10 890 €	10 890 €	11 150 €	14 570 €	La SCIC Nantes Nord en 2021 a porté l'exploitation de terres sur deux communes de Nantes Métropole, Saint-Aignan de Grand Lieu et Vertou. Ces terres, toutes situées dans des secteurs d'enjeux sont destinées à permettre l'installation de nouveaux projets agricoles. Ces travaux visent à l'amélioration du sol et à l'exploitation des parcelles.	Convention 2022 Annexe 2	Op 10065 - Investissement
Alimentation	Société LISAQUA	15 000 €	15 000 €	0 €	0 €	LISAQUA est une entreprise nantaise qui a développé une technologie permettant d'élever des gambas dans des fermes aquacoles indoor. Après 3 années de recherche et développement, LISAQUA installe sa première ferme à Saint-Herblain dite «ripézéro» : zero antibiotic, zero km, parcouru, zero rejet polluant. Elle sollicite l'aide à l'installation en agriculture urbaine pour ses écosystèmes.	Convention 2022 Annexe 3	Op 10065 - Investissement
Alimentation	GAEC Le Douet	2 995 €	2 995 €	0 €	0 €	Le GAEC du Douet est en production biologique laitière bovine et porcs plein air depuis 2009. La dynamique d'installation a permis de renouveler 2 des 4 associés suite à 2 départs en retraite en 2019. Le GAEC sollicite l'aide au défrichage pour exploiter une surface de 1,6 ha enclavée dans sa zone de production afin de produire du fourrage.	Convention 2022 Annexe 4	Op 10066 - Investissement
Biodiversité	CIVAM44	35 000 €	35 000 €	15 000 €	0 €	En 2022, le CIVAM44 propose de poursuivre l'accompagnement engagé en 2021 sur le thème de la gestion pérenne des haies bocagères, par le biais de journées techniques et de formations à destination des agriculteurs locaux, de l'élaboration de deux nouveaux PGUH (Plan de Gestion Durable des Haies), d'une visite pour découvrir des initiatives de valorisation du bocage en bois d'œuvre.	Convention 2022 Annexe 5	3031
Biodiversité	CRPF Pays de la Loire	5 000 €	5 000 €	20 000 €	20 000 €	En 2022, le CRPF propose de poursuivre sa contribution à la dynamique des forêts urbaines en approfondissant des actions engagées en 2021, notamment par la proposition d'interventions en commun avec des propriétaires forestiers, par l'organisation de visites conseils auprès de propriétaires identifiés en zone «boissable», par la construction d'une méthodologie pour la mise en place d'une gestion concertée.	Convention 2022 Annexe 6	3031
Biodiversité	Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)	11 000 €	11 000 €	10 000 €	10 000 €	La Ligue pour la Protection des Oiseaux (L.P.O.) de Loire-Atlantique contribue à enrichir les connaissances sur les enjeux liés aux continuités écologiques et apporte des éclairages et des connaissances dans le cadre de la réalisation de son atlas faunistiques. Compte tenu de l'intérêt public lié à l'amélioration des connaissances, notamment dans le cadre de l'Atlas de la Biodiversité Métropolitaine élaboré par la métropole de Nantes, il est proposé de soutenir en 2022 La LPO.	Convention 2022 Annexe 7	3034
Biodiversité	Groupe Mammalogique Breton (GMB)	11 000 €	11 000 €	10 000 €	6 000 €	Le Groupe Mammalogique Breton (connaissance et suivi des populations de louvres, castors, chauves-souris, micromammifères, etc.) contribue à enrichir les connaissances sur les enjeux liés aux continuités écologiques et apporte des éclairages et des connaissances dans le cadre de la réalisation de son atlas faunistiques. Compte tenu de l'intérêt public lié à l'amélioration des connaissances, notamment dans le cadre de l'Atlas de la Biodiversité Métropolitaine élaboré par la métropole de Nantes, il est proposé de soutenir en 2022 Le GMB.	Convention 2022 Annexe 8	3034
Biodiversité	Groupe d'Etude des Invertébrés Armorcains (GRETTIA)	11 000 €	11 000 €	10 000 €	3 000 €	Le partenariat depuis 2013 avec le Groupe d'Etude des Invertébrés Armorcains (aspects écologiques, préservation de la biodiversité), a permis de faire un bilan des données entomologiques sur le territoire, de participer à l'édition d'un ouvrage sur les invertébrés continentaux et de disposer d'éléments d'inventaires sur quelques sites de la métropole. Pour 2022, le GRETTIA propose à Nantes Métropole de poursuivre son travail sur la mobilisation des données existantes et compléter la connaissance des espèces.	Convention 2022 Annexe 9	3034

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Biodiversité	Ecole Nationale Vétérinaire de Nantes CVFSE-ONIRS	11 000 €	11 000 €	10 000 €	10 000 €	Le Centre Vétérinaire de la Faune Sauvage et des Écosystèmes des Pays de la Loire (CVFSE-ONIRS) est un service de l'Ecole Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes Atlantique ; depuis 2009 il a engagé un partenariat avec la métropole afin de développer les connaissances sur la diversité et les stratégies de binitage des pollinisateurs sauvages du territoire. A ce jour 42 sites ont fait l'objet d'inventaires d'apicoles sauvages ou abeilles sauvages, permettant de recenser plus de 200 espèces.	Convention 2022 Annexe 10	3034
Biodiversité	FPFMA 44	5 000 €	5 000 €	0 €	0 €	La Fédération de Loire-Atlantique pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FPFMA 44) collabore avec la métropole depuis de nombreuses années et participe au comité scientifique de l'Atlas de la Biodiversité au même titre que les autres partenaires naturalistes. Elle a fourni un rapport d'état des lieux des dernières piscicoles qui a permis d'intégrer le groupe des poissons comme les autres groupes d'espèces de l'Atlas.	Convention 2022 Annexe 11	3034
Biodiversité	Bretagne Vivante	11 000 €	11 000 €	10 000 €	10 000 €	Bretagne Vivante - SEPNB - réalise des actions autour de trois thématiques « biodiversité, milieux naturels, Nature et Homme ». Depuis 2012 le partenariat engagé avec Nantes Métropole a permis d'enrichir les connaissances sur les enjeux liés aux continuités écologiques dans la perspective du PLUm, de bénéficier des suivis de sites naturels notamment sur le territoire de Nantes Métropole (Vallée du Cens, de l'Illette...)	Convention 2022 Annexe 12	3034
Biodiversité	Conservatoire Botanique de Brest	27 000 €	27 000 €	27 000 €	27 000 €	Depuis 2002, le partenariat entre Nantes Métropole et le Conservatoire Botanique National de Brest (CBNB), établissement public agréé, a permis le développement du Plan de connaissance et de préservation de la flore et des habitats sur le territoire. En 2022, le CBNB propose de poursuivre sa participation à la dynamique d'Atlas de la Biodiversité Métropolitaine.	Convention 2022 Annexe 13	3034
Déchets	LE RESERVOIR	15 000 €	4 000 €	30 000 €	12 129 €	La métropole soutient le RESERVOIR depuis 2012 pour l'animation d'une ressource d'objets de récupération au Pellaire, et la sensibilisation des publics à la réduction des déchets, ce qui contribue aux objectifs du plan d'actions déchets. Le montant de la subvention 2022 a été calculé au prorata des activités développées sur la métropole.	non	Fonctionnement - 704
Déchets	L'HOMME DEBOUT	24 500 €	24 500 €	24 500 €	24 500 €	La métropole soutient L'HOMME DEBOUT depuis 2014 pour son fonctionnement global et ses actions d'insertion (remploi d'objets et meubles, redistribution solidaire via une boutique solidaire à St Herblain) ; ce qui contribue aux objectifs de remplissage du Plan d'Actions déchets. L'association bénéficie également de subventions au titre de la politique publique de l'insertion professionnelle.	Convention 2022 Annexe 14	Fonctionnement - 704
EGALITE Femmes-hommes	ADAES 44	11 984 €	8 000 €	6 000 €	4 000 €	L'association départementale d'accompagnement éducatif et social de Loire-Atlantique participe à la lutte contre les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales. La métropole soutient également son soutien : protocoles d'éviction, stages de responsabilisation des auteurs, groupes de paroles, stages de responsabilité parentale.	Non	3632
Solidarités Métropolitaines	Association Insertion Solidarités Logement	74 335 €	74 335 €	148 676 €	148 676 €	En application de la loi du 7 août 2015 (dite loi NOTRE) et de la délibération du conseil métropolitain du 16 décembre 2016, la gestion du dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) a été transférée par le Département à Nantes Métropole au 1 ^{er} janvier 2017. Ce dispositif vise à aider les personnes en difficulté dans l'accès ou le maintien dans leur logement. Ces actions sont mises en œuvre par des associations qui interviennent dans le champ de l'accompagnement social pour faciliter l'accès des ménages à un logement ou garantir leur maintien dans ce logement afin de prévenir toute expulsion.	Avenant à la Convention 2022 Annexe 15	3747
Solidarités Métropolitaines	Les Restaurants du Coeur de Loire-Atlantique	34 683 €	17 342 €	34 683 €	34 683 €		Avenant à la Convention 2022 Annexe 16	3747
Solidarités Métropolitaines	Soliba	5 000 €	2 500 €	5 000 €	5 000 €		non	3747
Solidarités Métropolitaines	Trajet	65 517 €	65 517 €	130 913 €	123 850 €		Avenant à la Convention 2022 Annexe 17	3747
Solidarités Métropolitaines	UDAF	143 500 €	143 500 €	286 671 €	286 671 €	Les montants proposés pour l'année 2022 concernent la période de juillet à décembre 2022. En janvier 2023, sera lancé un marché public et un appel à projet pour le financement de l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) et de la gestion sous-locale.	Avenant à la Convention 2022 Annexe 18	3747
Solidarités Métropolitaines	Une Famille Un Toit	154 500 €	32 032 €	64 064 €	64 064 €		Avenant à la Convention 2022 Annexe 19	3747

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Solidarités Métropolitaines	Habitat & Humanisme	217 062 €	217 062 €	217 062 €	217 062 €		Convention 2022 Annexe 20	3747
Solidarités Métropolitaines	Solidarité Estuaire	85 195 €	85 195 €	85 195 €	85 195 €		Convention 2022 Annexe 21	3747
Solidarités Métropolitaines	ANADOM	22 000 €	22 000 €	22 000 €	22 000 €	ANADOM est une association d'intervention d'aide à domicile et un des opérateurs actuellement subventionnés par le FSL pour la réalisation de visites de diagnostic socio énergétique pour tous les ménages métropolitains quels que soient leurs revenus, en situation de précarité énergétique. Cette réponse est complémentaire aux visites financées dans le cadre du SLIME (service local d'intervention pour la médiation énergie) limitée aux plus vulnérables (barèmes ANAH-Agence Nationale de l'Habitat). L'association est subventionnée et conventionnée par le FSL pour cette mission. C'est pourquoi, afin de mettre en œuvre la feuille de route de la transition énergétique métropolitaine d'une part, et pour répondre aux orientations et priorités du Fonds Solidarité Logement visant à renforcer la prévention et l'accompagnement des ménages en situation de précarité d'autre part, le dispositif SLIME (Service Local d'intervention pour la Maîtrise de l'Énergie) est mis en place à l'échelle métropolitaine.	Convention 2022 Annexe 22	3747
Solidarités Métropolitaines	ADIL	24 000 €	24 000 €	6 000 €	0 €	Le guichet unique du Slime a ouvert le 04/10/2021 à la maison de l'habitant. Il permet la centralisation des demandes de visites à domicile Energie-Slime, une gestion plus fluide des demandes avec une meilleure répartition entre opérateurs des visites de diagnostic socio-techniques, une réactivité plus importante pour les habitants. La subvention renouvelée au projet de l'ADIL s'inscrit dans le cadre d'une volonté de pérennisation et de déploiement du Slime sur le territoire métropolitain.	Convention 2022 Annexe 23	4041
Solidarités Métropolitaines	ANADOM	155 000 €	155 000 €	40 000 €	0 €	L'association ANADOM met en place des visites de diagnostics socio-techniques au domicile des ménages en situation de précarité énergétique. Cette demande de subvention pour 2022 s'inscrit dans le cadre du conventionnement 2022-2025 avec le réseau CLER (Comité de Liaison pour les énergies renouvelables), organisme financeur.	Lettre de cadrage partenarial en cours	4041
Solidarités Métropolitaines	COMPAGNONS BATISSEURS	13 500 €	13 500 €	7 650 €	0 €	L'association LES COMPAGNONS BATISSEURS met en place des visites de diagnostics socio-techniques au domicile des ménages en situation de précarité énergétique. Cette demande de subvention pour 2022 s'inscrit dans le cadre du conventionnement 2022-2025 avec le réseau CLER (Comité de Liaison pour les énergies renouvelables).	non	4041
Solidarités Métropolitaines	SOLHA	13 500 €	13 500 €	12 750 €	0 €	L'association SOLHA intervient de manière complémentaire au Slime (service local de médiation énergie) de Nantes Métropole, dans le cadre de la mise en place de visites de diagnostics socio-techniques au domicile des ménages en situation de précarité énergétique. Nantes métropole lui propose de poursuivre son partenariat avec elle en 2022, sur la base d'une convention pluriannuelle 2022-2025 établie avec le réseau CLER (Comité de Liaison pour les énergies renouvelables).	non	4041
Mission Territoire de Longévité	Les Petits Frères des Pauvres	15 000 €	10 000 €	Néant	Néant	L'association Les Petits Frères des Pauvres développe un programme de lutte contre l'isolement en proposant un accompagnement aux habitants de la métropole nantaise de plus de 50 ans en situation de précarité (orientation et accès aux droits, repérage des usagers éloignés du numérique). Sur 438 personnes aidées aujourd'hui, 61 vivent dans 15 quartiers politiques de la ville. Il est proposé de soutenir cette action à hauteur de 10 000 € en 2022.	non	3749
Mobilités	Les eaux vives Emmaüs	20 000 €	10 000 €	Néant	Néant	Les eaux vives Emmaüs accompagnent les publics en grande précarité (insertion, changement de regards, participation des bénéficiaires aux ateliers), un atelier d'auto-réparation nommé La Rustinette a été créé sur l'île de Nantes. Pour compléter l'accompagnement du projet, actuellement opéré par l'Atelier du Pignon (qui va aider à structurer et former les intervenants de la Rustinette) il est proposé d'attribuer aux Eaux Vives Emmaüs une subvention de fonctionnement de 10 000 euros en 2022.	non	2923
Engagement Loire	Société d'Histoire du Pays de Retz	8 000 €	8 000 €	Néant	Néant	L'engagement n°30 porte sur la valorisation du patrimoine des rives de Loire. C'est à ce titre qu'il est proposé de soutenir l'association « société d'histoire du pays de Retz » pour contribuer à la diffusion et à la médiation du patrimoine des rives de Loire (communes du quadrant sud ouest de l'agglomération qui historiquement se rattachent aux pays de retz). Ce soutien incarne un acte tangible de l'alliance des territoires.	non	2021-3692
Engagement Loire	Commune de Mauves	7 500 €	7 500 €	Néant	Néant	Au titre des engagements Loire n°1, 4 et 6, il est proposé d'accompagner la Ville de Mauves pour l'organisation de la fête du Pont (volet nautique qui permet la valorisation des pratiques de loisir associatives et encadrées). L'animation des berges autour de ce franchissement du fleuve s'inscrit pleinement dans les engagements Loire de la métropole, c'est pourquoi il est proposé de soutenir cet événement festif en 2022 car il concourt à la culture du fleuve et à la connexion des habitants de la métropole à ce fait géographique majeur sur le plan écologique, historique.	non	2021-3692

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel/Montant 2021	Rappel/Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Economie et Emploi Responsables	Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire	18 000 €	15 660 €	12 500 €	12 500 €	La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire - CRESS- agit autour de deux axes majeurs : une fonction politique et une fonction opérationnelle. Elle est reconnue d'utilité publique et articule son action autour de cinq grandes missions : Fédérer et représenter les entreprises de l'ESS, Analyser et rendre visible l'ESS, Promouvoir et former à l'ESS, Développer et structurer l'ESS sur les territoires, Accompagner et outiller les acteurs de l'ESS. Elle a également mené des études sectorielles.	Convention 2022-2024 Annexe 24	2223
Economie et Emploi Responsables	Rezz'Agir	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Rezz'Agir accueille chaque année plus d'une centaine de salariés (soit 16 ETP conventionnés) dans le cadre de son association intermédiaire pour des activités de ménage, repassage, jardinage, maintenance ou petit entretien.	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Restaurant du Coeur 44	16 500 €	16 500 €	16 500 €	16 500 €	L'association Les Restaurants du Coeur 44 accueille chaque année près d'une centaine de salariés (soit 30 ETP insertion conventionnés) pour des activités de maraîchage (2 ACI), de la production légumière, et la distribution de denrées auprès des associations et/ou des bénéficiaires de l'aide alimentaire.	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Nantes Ecologie	27 000 €	27 000 €	27 000 €	27 000 €	Il est proposé de poursuivre le soutien à l'association Nantes Ecologie qui regroupe deux ACI (17,8 ETP insertion conventionnés) portant les activités de vente de livres issus de la récupération et de l'équipement des livres (couvertures) pour les bibliothèques.	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Oser Forêt Vivante	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	L'association Oser Forêt Vivante accueille chaque année des salariés très éloignés de l'emploi (54 ETP insertion conventionnés) grâce à deux outils d'insertion : une association intermédiaire et 5 ateliers et chantiers d'insertion (manutention, ménage, jardinage, collecte et tri de matériaux recyclables, blanchisserie et couture ; culture de légumes bio).	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Ouest Coeur d'Estuaire et Agglomération Nantaise- OCEAN	135 000 €	135 000 €	135 000 €	135 000 €	L'association Océan, structure d'insertion par l'activité économique la plus importante du département de Loire-Atlantique accueille chaque année plus de deux cents salariés (soit 84 ETP insertion conventionnés). Elle gère 11 chantiers d'insertion dans 5 domaines : les espaces verts, le bâtiment, la propreté urbaine, le maraîchage et les métiers de bouche.	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Atelier des 2 Rives	69 000 €	69 000 €	69 000 €	69 000 €	L'Atelier des 2 Rives, structure d'insertion par l'activité économique accueille chaque année, des salariés très éloignés de l'emploi en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (37 ETP insertion conventionnés). Elle gère un chantier d'insertion dans trois domaines : espaces verts et environnement, nettoyage (appartements, maisons, bureaux), bâtiments secondaires oeuvre /peinture.	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Chantier Ecole Pays de la Loire	11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	Le Chantier Ecole Pays de la Loire, réseau des entreprises sociales apprenantes, est un mouvement dont la mission principale est d'outiller et professionnaliser les salariés permanents des ateliers et chantiers d'insertion par le biais d'acquisition de "savoir-être" et de "savoir-faire". Il est proposé de poursuivre le soutien à cette structure qui compte 50 structures adhérentes, et environ 3 000 salariés en insertion.	Avenant Convention en cours 2021-2023 Annexe 25	517
Economie et Emploi Responsables	CAAP OUEST	36 000 €	36 000 €	36 000 €	36 000 €	L'association CAAP Ouest accueille chaque année près de 200 salariés (représentants 23 ETP conventionnés) dans le cadre de son A1. Différents secteurs d'activités sont concernés : entretien de jardins, espaces verts, petite maintenance, entretien de la maison, service de restauration, ...	Convention en cours 2021-2023	517
Economie et Emploi Responsables	Solidarité Emploi	51 200 €	51 200 €	46 200 €	46 200 €	Solidarité Emploi accueille 40,3 ETP conventionnés dans le cadre d'une association intermédiaire (A1) et de 3 ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ayant pour activité les services aux collectivités et l'entretien d'espaces naturels, et également une ressource. Le montant de la subvention évolue en 2022 suite à la création du 3 ^{ème} ACI de ressource (+ 4 à 5 ETP en insertion conventionnés).	Avenant Convention en cours 2021-2023 Annexe 26	517
Economie et Emploi Responsables	Fédération des Entreprises d'Insertion	38 000 €	38 000 €	18 000 €	18 000 €	La Fédération des Entreprises d'Insertion Pays de la Loire (FEI) représente et accompagne les entreprises d'insertion ainsi que les entreprises de travail temporaire d'insertion de la région des Pays de la Loire. En juin 2022, la FEI organise, en lien avec Nantes Métropole, un événement qui a vocation à valoriser les activités des entreprises d'insertion, favoriser les coopérations et les partenariats avec les entreprises classiques. Le montant de la subvention évolue en 2022 (+ 20 000 €) afin de permettre à la FEI d'organiser cet événement.	Avenant 1 à la convention en cours 2021-2023 Annexe 27	517
Economie et Emploi Responsable	Solidarité Estuaire	9 000 €	9 000 €	8 000 €	8 000 €	Il est proposé de soutenir l'association Solidarité Estuaire qui porte « La Ressource », un dispositif partenarial d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement au bénéfice de jeunes en risque d'insertion dans l'rance et, ses problématiques associées (addiction, souffrance psychique, délinquance, ...). Il est proposé d'accorder 9000 € (montée en charge de l'activité).	non	3050

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Economie et Emploi Responsable	Médiagraph	10 000 €	10 000 €	15 000 €	10 000 €	Médiagraph propose d'initier et de former tous les publics aux outils et usages numériques, avec des ateliers au bénéfice de seniors éloignés de l'emploi (+ 45 ans) et inscrits dans un parcours d'insertion. Ces ateliers visent l'autonomie des demandeurs d'emploi, dans les démarches et usages numériques indispensables pour la recherche d'emploi. 2 sessions seront développées en 2022. Il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000€.	non	3050
Economie et Emploi Responsable	Union des entreprises de proximité des Pays de la Loire	7 000 €	7 000 €	0 €	0 €	L'UZP (Union des entreprises de proximité Pays de la Loire) favorise le recrutement inclusif dans les entreprises en quartiers prioritaires. Cette action, soutenue au titre du volet emploi du contrat de ville, consiste en l'élaboration de la préparation et l'organisation d'un temps de recrutement pour répondre aux besoins de TPE du territoire en termes de postes à pourvoir, au bénéfice de demandeurs d'emploi résidant en Quartier Prioritaire de la Ville. Il est proposé d'attribuer une subvention de 7000 € au titre de l'année 2022.	Convention 2022 Annexe 28	3050
Economie et Emploi Responsable	Union des entreprises de proximité des Pays de la Loire	8 000 €	8 000 €	0 €	0 €	Soutien du projet d'accompagnement des transitions écologiques, économiques et sociales des TPE de l'association UZP ayant pour objectif d'accompagner les TPE commerciales, artisanales et libérales sur le sujet de ces transitions à travers le dialogue social, qui ont pour but l'amélioration des conditions de travail.		3049
Economie et Emploi Responsable	Apala	2 056 €	1 028 €	2 056 €	0 €	Aux petits Acteurs l'Avenir bénéficie du dispositif d'aide à l'emploi (Emplois Aïdés) de la métropole en faveur des salariés en Parcours Emploi Compétences, concerne les associations et structures de l'ESS. La subvention proposée correspond au 2ème contrat aidé pour l'année 2022. Une subvention ayant été déjà accordée au bureau du 4103/2022.	non	2985
Economie et Emploi Responsable	Audencia – BRIO	15 000 €	15 000 €	10 000 €	10 000 €	Audencia est gestionnaire du dispositif BRIO, labellisé Cordées de la Réussite, qui est un projet commun à 4 grandes écoles nantaises (Audencia, Ecole Centrale, Ecole des Mines et Oniris). Ce programme vise à développer l'égalité des chances dans l'accès à l'enseignement supérieur pour les lycéens en REP et REP+. En 2022, il est prévu d'accompagner 115 lycéens issus de 15 établissements.	Convention 2022 Annexe 29	3050
Economie et Emploi Responsable	Job4Mti	7 000 €	5 000 €	5 000 €	0 €	Association Job4Mti a pour objet l'accompagnement vers l'emploi des publics migrants. Ce projet repose à la fois sur un accompagnement des publics (préparation, mise en relation avec les recruteurs, suivi dans l'emploi) et la réponse aux besoins d'entreprises du territoire recrutant sur des métiers en tension. Entre 70 et 100 bénéficiaires en 2022.	non	3050
Economie et Emploi Responsable	Filtandem	4 630 €	4 630 €	4 442 €	0 €	L'association Filtandem, animée des Ateliers « Seniors à vos compétences » à destination des demandeurs d'emploi de plus de 45 ans accompagnés par le PLIE. Ces ateliers permettent de remobiliser les personnes et préparer des entretiens d'embauche. 2 sessions d'ateliers pour 24 bénéficiaires sont prévues en 2022.	non	3050
Economie et Emploi Responsable	DECOLL TON JOB	11 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	L'association Decollton job a pour objectif de promouvoir l'emploi local en proximité. Une de ses missions consiste à animer et alimenter un circuit de diffusion d'offres d'emploi. En 2021, 67 nouveaux atterrages ont été installés. Ainsi le territoire compte 170 panneaux, dont 50 en Quartier Prioritaire de la Ville. Afin de soutenir la continuité du développement du projet en 2022.	non	3050
Economie et Emploi Responsable	Fédération des Amicales Laïques- FAL 44	10 000 €	5 000 €	0 €	0 €	La FAL porte un projet de mobilisation et d'accompagnement des jeunes dits « invisibles », très éloignés des structures et dispositifs d'accompagnement à l'emploi et l'insertion. En 2022, l'objectif est d'accompagner 25 jeunes.	Convention 2022-2023 Annexe 30	3050
Economie et Emploi Responsable	Fédération des Amicales Laïques- FAL 44	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	La FAL développe une offre de service portant sur le soutien à la fonction employeur des associations métropolitaines, via notamment la mise en œuvre de permanences d'information et de session de formation sur des problématiques RH, ainsi que l'accompagnement pour le recrutement de salariés en Parcours Emploi Compétences.		3050
Economie et Emploi Responsable	Association Régionale des Cigales des Pays de la Loire	5 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	L'association des CIGALES Pays de la Loire – ACPL (club d'investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire) mobilise l'épargne privée. Elle accompagne l'émergence des projets entrepreneuriaux dans l'ESS (en concertation avec les Eco-citoyens). En 2021, l'association a réalisé une étude d'impact et pose son plan d'actions 2022-2024, qui articule autour de 3 axes : développer le nombre des Cigales, développer la notoriété, améliorer la gouvernance et la formation des Cigaliers.	Convention 2022-2024 Annexe 31	2223
Economie et Emploi Responsables	Entreprises dans la Cité	28 000 €	25 100 €	17 100 €	21 000 €	Il est proposé de soutenir le fonctionnement général de l'association Entreprises dans la Cité et notamment pour la mise en œuvre de ses actions en 2022 d'aide au retour à l'emploi (forum « Place O Gestés » ; actions « Rebonds » / « Des projections à projets » / dispositif d'accès aux stages de 3ème...)	Convention 2022-2024 Annexe 32	3049

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Economie et Emploi Responsables	Les Entreprises Pour la Cité	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	Les Entreprises Pour la Cité fédèrent des chefs d'entreprises locaux, avec pour objectif de mobiliser un réseau plus large de responsables d'entreprises et leurs salariés afin de lutter contre l'exclusion et de favoriser l'égalité des chances dans l'éducation, dans l'insertion professionnelle et dans l'emploi des habitants des quartiers prioritaires.	Convention 2022-2024 Annexe 33	3049
Economie et Emploi Responsables	Face Loire Atlantique	30 000 €	28 000 €	28 000 €	20 000 €	Poursuite du soutien à l'association Face Loire Atlantique qui regroupe des entreprises locales qui proposent des actions d'accompagnement et de parrainage destinées à des publics fragiles en retour à l'emploi.	Convention 2022-2024 Annexe 34	3049
Economie et Emploi Responsables	Un Parrain 1 emploi	28 550 €	28 550 €	28 550 €	28 650 €	Des parrains et marraines bénévoles partagent leurs expériences, apportent une aide technique et un soutien moral. Un Parrain 1 emploi contribue également à la promotion du dispositif « entreprise accueillante » dans le cadre de la plateforme RSE de la métropole nantaise.	Convention 2022-2024 Annexe 35	3049
Economie et Emploi Responsables	Escalade Entreprises	23 000 €	23 000 €	23 000 €	22 000 €	L'association Escalade Entreprises regroupe des chefs d'entreprises locaux souhaitant agir pour l'accès à l'emploi et le développement économique local. Plusieurs actions sont prévues en 2022 : 1 jeune / 1 pro ; Déclic Météor ; accompagnement stage de 3ème et promotion du dispositif « entreprise accueillante » dans le cadre de la plateforme RSE (responsabilité sociale) des entreprises) de la métropole nantaise.	Convention 2022-2024 Annexe 36	3049
Economie et Emploi Responsables	Dirigeants Responsables de l'Ouest Nantes Atlantique	20 000 €	20 000 €	0 €	0 €	Soutien du projet « Scénario de Transition » des Dirigeants Responsables de l'Ouest (DRO) Nantes Atlantique qui se traduit par 12 chantiers, pour parvenir à une transition efficace, réelle et alternative aux enjeux sociaux et dont l'objectif global est de créer et animer une dynamique territoriale et locale pour réduire de 50% d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre issues de l'activité économique des membres DRO.	Convention 2022 en annexe 37	3049
Action internationale et Europe	GRAINE D'EUROPE	17 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	Graine d'Europe organise des événements à destination des jeunes et des scolaires, dans une approche ludique de l'Europe. L'activité de cette association participe à la mise en œuvre de la stratégie européenne et internationale de Nantes Métropole en dynamisant le territoire dans ses échanges et son ouverture à l'Europe.	non	2743
Action internationale et Europe	Association Confluence Photographique	2 500 €	1 300 €	0 €	0 €	Appel à manifestation d'intérêt pour la promotion de la question européenne (dans le cadre de la présidence française de l'Union). 13 projets retenus / enveloppe : 16200 € Association confluence photographique. 3 jours de rencontres autour de l'engagement photographique en partenariat avec La Maison de l'Europe.		
Action internationale et Europe	Comité de jumelage Carquefou Racevita	2 500 €	1 000 €	0 €	0 €	Comité de jumelage Carquefou Racevita : Rencontres à distance de joueurs d'Echecs (jeunes français et roumains) ; étapes finales en Roumanie pour 6 joueurs locaux.		
Action internationale et Europe	Compagnie de la lune franco-roumain	2 000 €	1 300 €	0 €	0 €	Centre culturel franco-roumain : Le festival « la nouvelle vague du cinéma roumain ».		
Action internationale et Europe	Compagnie de la lune Rousse	2 500 €	2 000 €	0 €	0 €	Plusieurs versions de la « Belle au bois dormant » avec des artistes européens.		
Action internationale et Europe	CZESC NANTES-POLOGNE	2 070 €	600 €	0 €	0 €	CZESC : cycle de conférences autour de l'histoire et de la géographie de la Pologne.		
Action internationale et Europe	Kervegan	2 500 €	1 500 €	0 €	0 €	Kervegan : Entretiens d'acteurs du territoire pour la réalisation d'un podcast en collaboration avec la Maison de l'Europe et la radio EuradioNantes.	Convention pour les Hérons Annexe 56	2743
Action internationale et Europe	Le nouveau pavillon	2 900 €	1 700 €	0 €	0 €	Le Nouveau Pavillon : Festival Eurofonik 2022 avec de nouveaux partenaires dont La Maison de l'Europe et l'Afrique.	Pas de conventions pour les autres organismes	
Action internationale et Europe	les hérons	1 500 €	1 000 €	0 €	0 €	Les Hérons : Temps de rencontre entre des personnes installées sur la métropole de Nantes et issues de l'immigration européenne.		
Action internationale et Europe	Maison de l'Afrique	2 500 €	1 000 €	0 €	0 €	Maison de l'Afrique : Cycle de conférences / tables-rondes visant à évoquer les relations entre l'Europe et l'Afrique, série de contes musicaux.		
Action internationale et Europe	Nantes Tblissi	2 436 €	500 €	0 €	0 €	Nantes Tblissi : Exposition de jeunes artistes de Tblissi et de Nantes.		
Action internationale et Europe	Pop Média	2 500 €	1 500 €	0 €	0 €	Pop Média : éducation aux médias sur l'Europe avec un groupe de jeunes en insertion professionnelle, accompagnés dans le dispositif « garantie jeune ». Salut le Monde : Exposition bilingue (français / anglais) à la Maison de l'Europe : histoire du réseau, ses enjeux, son aire géographique, ses perspectives.		
Action internationale et Europe	Salut le Monde	2 500 €	1 000 €	0 €	0 €	Salut le Monde : découverte des scènes artistiques de Nantes et Tblissi et échanges sur ce que ces scènes musicales traversent.		
Action internationale et Europe	Tempo	2 500 €	1 800 €	0 €	0 €	Tempo : Soirée avec deux objectifs : découvrir des scènes artistiques de Nantes et Tblissi et échanges sur ce que ces scènes musicales traversent.		
Action internationale et Europe	Jeunes européens 44	1 500 €	1 500 €	500 €	0 €	Les Jeunes européens 44 et le média associatif le Taurillon organisent à Nantes les 25 et 26 juin des tables rondes sur le journalisme européen. Cette approche pour le développement de la citoyenneté européenne s'inscrit dans la politique métropolitaine d'ouverture et de rayonnement (nouveau projet ayant un budget plus élevé en 2022).	non	2743

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numero d'opération budgétaire
Enseignement supérieur recherche innovation	Data Nantes	3 000 €	3 000 €	0 €	0 €	L'association Data Nantes organise le Salon de la data, temps fort dédié à la data et à l'intelligence artificielle (IA), pendant la Nantes Digital Week. Cet événement vise à promouvoir les usages et acteurs de la donnée et informer sur les enjeux qui en découlent. Nantes Métropole propose de soutenir ce salon en accordant à l'association Data Nantes une subvention de 3000 €, pour l'accompagner sur sa dimension internationale et auprès des communautés data du territoire.	non	3524
Enseignement supérieur recherche innovation	Pôle Mer Bretagne Atlantique	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	Les pôles de compétitivité contribuent à favoriser les synergies entre centres de recherche, de formation et les entreprises (secteurs d'excellence). En complément du financement apporté par l'Etat et la Région aux pôles labellisés, Nantes Métropole apporte son soutien au Pôle Mer Bretagne Atlantique sur sa stratégie filière maritime (notamment maritime decarbonne, Bioressources marnes, nautisme...).	Convention 2022 en annexe 38	3523
Enseignement supérieur recherche innovation	Ecole Centrale de Nantes - WEAMEC	90 000 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €	Reconstitution d'une subvention de 90 000 € pour le projet MEAMEC porté par l'Ecole Centrale de Nantes au titre de l'appui au développement des filières d'excellence de Nantes Métropole. En 2021 cette subvention a permis de financer la brique technologique à l'origine de la création de FARWIND start-up deeptech très prometteuse au carrefour entre EMR/Naval et hydrogène.	Convention 2022 en annexe 39	3522
Développement économique / Tourisme	Les Greeters de Nantes	5 000 €	5 000 €	20 000 €	5 000 €	Les Greeters de Nantes organise un tourisme participatif avec des balades authentiques (greets) entre habitants bénévoles et visiteurs français et étrangers. Elle organisera en 2022 (report de 2021 avec un financement déjà versé) la convention avec les membres des réseaux de l'International Greeters Association (122 destinations).	Avenant n°2 à la Convention 2020-2022 Annexe 40	636
Manifestation / Mission Tourisme	Climate Chance	100 000 €	90 000 €	0 €	0 €	L'association Climate Chance a organisé les 7 & 8 mars 2022 à la Cité des Congrès de Nantes, son premier Sommet « Climate Chance Europe 2022 » en synergie avec la Conférence européenne sur le climat de la Présidence Française de l'Union Européenne (à un moment clé de l'agenda climatique). En s'associant, Nantes Métropole conforte son ambition politique en faveur de l'environnement.	Convention 2022 Annexe 41	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	Union départementale des syndicats CGT/FO44	20 000 €	15 000 €	0 €	0 €	L'Union départementale CGT / Force Ouvrière a organisé le 17 mars 2022 au Parc Expo de Nantes, la 28ème édition de son « Congrès de l'Union CGT / FO 44 ». L'occasion de soumettre le rapport d'activités des instances sortantes, de voter et d'adopter les nouvelles orientations pour la période à venir.	Convention 2022 Annexe 42	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	Association Websiland	4 000 €	4 000 €	0 €	0 €	L'association Websiland a organisé le 1er avril 2022 à Nantes, la 3ème édition de « Websiland », journées de conférences dédiées aux professionnels du webmarketing (transmission de compétences et de savoir-faire, développer son réseau professionnel, détecter des opportunités d'affaires). Plus de 300 participants étaient attendus.	Convention 2022 Annexe 43	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL	8 000 €	8 000 €	0 €	0 €	L'Université Gustave Eiffel - UGE (ex-IFSTTAR) a organisé du 4 au 6 avril 2022 à Nantes, la 5ème édition de la Conférence internationale « APT 2022 », dédiée à la Recherche en génie civil appliquée aux infrastructures de transport. L'occasion de rassembler une communauté de scientifiques et d'industriels s'intéressant aux essais accélérés sur chaussées.	Convention 2022 Annexe 44	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	IRT JULES VERNE	8 000 €	8 000 €	8 000 €	10 000 €	L'IRT Jules Verne a organisé le 3 mai 2022, la 8ème édition de « Tech Alternance », salon annuel de recrutement d'alternants, focalisé sur les métiers de la production industrielle les plus difficiles à pourvoir. L'ambition est de créer un pôle majeur structurant autour des technologies avancées de production et d'aider les entreprises à trouver des candidats à l'alternance industrielle, et les participants à trouver des contrats d'alternance.	Convention 2022 Annexe 45	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	Atlanpole	15 000 €	15 000 €	15 000 €	30 000 €	Le syndicat mixte ATLANPOLE a organisé le 12 mai 2022 à la CCI Nantes Saint-Nazaire, la 22ème édition de « Start West », rendez-vous annuel de l'innovation et du financement dans l'Ouest. « Start West » a pour objectif de faire se rencontrer des porteurs de projets innovants en recherche de financement, et des investisseurs privés.	Convention 2022 Annexe 46	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	Motion Carré	15 000 €	5 000 €	0 €	0 €	L'association Motion Carré (ex-AMDF) a organisé du 13 au 15 mai 2022 à Nantes, la 4ème édition de « Motion Motion », dédiée au motion design (dernière édition en 2019). L'occasion de découvrir le graphisme en mouvement à travers de nombreuses activités : expositions, conférences, rencontres, projections, atelier enfant et concerts audiovisuels.	Convention 2022 Annexe 47	28.02
Manifestation / Mission Tourisme	Artisans du Changement	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0 €	L'association Les Artisans du Changement organise les 19 et 20 mai 2022 au Domaine de la Poterie de La Chapelle-sur-Erdre, la 5ème édition de la « Fabrique du Domanage ». Cet événement professionnel a pour thématique l'innovation managériale et l'évolution des métiers RH (promouvoir les leviers de performance sociale et économique, qui replacent l'humain au cœur des enjeux RH).	Convention 2022 Annexe 48	28.02

Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rapport/Montant 2021	Rapport/Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Manifestation / Mission Tourisme	Réseau Entreprendre Atlantique	3 000 €	3 000 €	2 000 €	2 000 €	Le Réseau Entreprendre Atlantique organise le 9 juin 2022 la Cité des Congrès de Nantes, la 21ème édition de la « Fête des Lauréats ». Le REA est un groupement de chefs d'entreprise qui œuvre depuis plus de 20 ans sur le territoire, et qui accompagne gratuitement de nouveaux entrepreneurs à fort potentiel de création d'emplois, dans le but de faire émerger de nouvelles PME en Loire Atlantique, et de créer des emplois pérennes.	Convention 2022 Annexe 49	28 02
Manifestation / Mission Tourisme	Chronos Global	30 000 €	10 000 €	0 €	0 €	L'association Chronos Global organise les 10 & 11 juin 2022 à Nantes « le Grand Défi des Entreprises pour la planète », initiative participative inédite qui fédère les acteurs économiques et la société civile autour d'un objectif commun : accélérer la transition écologique de l'économie et des entreprises, mettre en place un modèle durable pour tous.	Convention 2022 Annexe 50	28 02
Alliance des territoires	IEMAR	27 522	27 522 €	27 522	27 522	L'IEMAR s'est affirmé depuis plus de 20 ans comme un centre indépendant de recherche sur les industries maritimes et portuaires. Nantes Métropole est membre d'IEMAR depuis 2001 et particulièrement attachée au maintien et au développement des activités portuaires et des activités économiques induites qui participent fortement au rayonnement de la métropole Nantes Saint Nazaire sur le plan national et européen.	Convention 2022 Annexe 51	608
Événements sportifs métropolitains	ARCHERS DE ST-HERBLAIN	4 000 €	2 500 €	0 €	0 €	Le club des Archers de Saint-Herblain a organisé du 11 au 13 mars 2022, le championnat de France de Tir à l'arc en salle qui a rassemblé environ 120 archers au complexe sportif du Vigneau à St-Herblain.	non	3588
Événements sportifs métropolitains	COURIR À NANTES	57 000 €	50 000 €	0 €	42 000 €	L'association Courir à Nantes organise chaque année le Marathon de Nantes. En 2020 et 2021 le Marathon a été annulé en raison de la crise sanitaire. Cette subvention soutient l'édition 2022 (40ème anniversaire) : les épreuves (marathon, marathon relais entreprises, semi-marathon et 10km les foulées de l'éphéant) se sont déroulées les 16 et 17 avril.	Convention 2022 Annexe 52	3588
Événements sportifs métropolitains	NANTES MÉTROPOLE FUTSAL	7 000 €	7 000 €	0 €	0 €	L'équipe féminine de futsal du Nantes métropole Futsal a remporté la coupe de France en 2021 et s'est ainsi qualifiée pour la "FEF Champions league". Cette subvention est affectée à l'organisation de cette compétition (12 équipes nationales qualifiées) et qui a eu lieu au CREPS des Pays de la Loire à la Chapelle sur Erdre du 18 au 25 avril 2022.	Avenant Convention 2021-2022 Annexe 53	3588
Événements sportifs métropolitains	VÉLOCE SPORT COUÉRONNAIS	14 000 €	6 000 €	4 000 €	0 €	Le club de cyclisme de Couéron organise chaque année son Trophée des Sprinters sur la piste du vélodrome de Couéron (éditions 2020 et 2021 annulées) : la subvention de 4 000 € attribuée en 2021 a été provisionnée par le club pour la mise en œuvre de cette 25ème édition reportée en 2022, qui se déroulera les 2 et 3 septembre 2022 (sprinters internationaux et nationaux masculins et féminins). Cette subvention de 6 000 € complète celle de 4 000 € versée en 2021 (soutien de 10 000 € pour ce Trophée).	non	3588
Mission Politique de la Ville et Renouvellement Urbain	ALTERSOINS POUR TOUS 44	10 000	10 000 €	9 000 €	9 000 €	L'association Altersoins propose une offre de thérapies complémentaires reconnues par l'OMS : notamment aide psychologique, art-thérapie, diététique, massage, médecine traditionnelle chinoise, ostéopathie. Elle permet l'accès à ces médecines alternatives à des personnes en situation de fragilité économique et/ou sociale.	non	510
Mission Politique de la Ville et Renouvellement Urbain	NABI	1 000 €	1 000 €	/	/	Financement d'une fresque sous le pont à l'entrée du quartier de Malakoff. Le lieu stratégique ayant un impact fort pour les habitants et les visiteurs. La fresque transmettra un message positif et une image valorisante à cette entrée de quartier : elle est le lancement d'un parcours de réussite pour valoriser les habitants, notamment les jeunes. Plusieurs portraits d'habitants emblématiques du quartier seront ainsi réalisés.	non	510
Mission Politique de la Ville et Renouvellement Urbain	Ville Simplement	60 000 €	40 000 €	50K€	40 000	Ville Simplement développe depuis 3 ans sur plusieurs quartiers des actions pour les jeunes des quartiers prioritaires sur leur situation de décrochage social. Environ 60 « quatuors » formes conduisent des actions dont la pertinence a été renforcée par les confinements sanitaires. En 2021, la ville de Nantes a financé 10 000€, permettant ainsi à Nantes Métropole d'ajuster sa subvention à 40 000€ pour 2022.	Convention 2022 Annexe 54	510
Mission Politique de la Ville et Renouvellement Urbain	VRAC Métropole Nantes	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	Le projet VRAC s'est déployé à partir de mai 2021 (4 groupements d'achats sur Brail, Dervalloires, Grand Bellevue et Saint-Herblain) afin de permettre aux habitants d'avoir accès à une nourriture « bio », et de développer des activités annexes. Un cinquième groupement doit ouvrir en 2022 à Bottière-Pin sec. Aujourd'hui l'association compte plus de 2000 foyers adhérents et 68 bénévoles.	Convention 2022 Annexe 55	510
Mission Politique de la Ville et Renouvellement Urbain	ADA44	17 000 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €	Le service pénal socio-judiciaire de l'ADA44 a pour mission la mise en œuvre des mesures ordonnées par le tribunal judiciaire de Nantes, actions d'accompagnement social et de prévention de lutte contre la délinquance et la récidive, en lien avec les magistrats et les partenaires du territoire, pour la population de Nantes et son agglomération (notamment des populations issues des quartiers prioritaires et des populations sensibles et mineures).	non	516



Bureau métropolitain du 10 juin 2022

OBSERVATIONS :

Conformément à la délibération n°2020-71 du Bureau métropolitain portant sur l'approbation des modalités d'organisation de la séance en visio-conférence, les élus ont eu la possibilité, après la réunion, de vérifier et rectifier le échéant leur vote tel qu'enregistré par le logiciel de vote Quizzbox. Les modifications apparaissent en rouge dans le présent document.

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

Procès-verbal du 4 mars 2022

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h12**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **60**

Voix exprimées : **57**

Non votés : **3**

Pour	57 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BRILLAUD DE LAUJARDIERE François		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLOIN Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix
SOTTER Jeanne		1 voix

TALLEDEC Denis	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VEY Alain	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants	3 Voix
--------------------	---------------

GESSANT Marie-Cécile	1 voix
SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

Vote groupé des délibérations 1 à 8

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h42**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **61**

Voix exprimées : **59**

Non votés : **1**

Pour	59 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLOIN Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix

SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
SOTTER Jeanne	1 voix
TALLEDEC Denis	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VEY Alain	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants

2 Voix

DESCLOZIERS Anthony	1 voix
BRILAUD DE LAUJARDIERE François	1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

9) Attribution de subventions aux tiers

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h44**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **61**

Voix exprimées : **55**

Non votés : **5**

Pour	55 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLON Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix
SOTTER Jeanne		1 voix
TALLEDEC Denis		1 voix

TURQUOIS Laurent	1 voix
VEY Alain	1 voix

Non votants	6 Voix
--------------------	---------------

BOUVAIS Erwan	1 voix
ROUSSEL Fabrice	1 voix
SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix
BRILLAUD DE LAUJARDIERE François	1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

Vote groupé des délibérations 10 et 11

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h46**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **59**

Voix exprimées : **59**

Non votés : **0**

Pour	59 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLOIN Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix

SCUOTTO-CALVEZ Christelle	1 voix
SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
SOTTER Jeanne	1 voix
TALLEDEC Denis	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants **0 Voix**

~~IMPERIALE Sandra~~

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

Vote groupé des délibérations 12 et 13

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h47**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **59**

Voix exprimées : **52**

Non votés : **7**

Pour	52 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix
SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie		1 voix
SOTTER Jeanne		1 voix
TALLEDEC Denis		1 voix
TRICHET Franckie		1 voix

TURQUOIS Laurent		1 voix
Non votants	7 Voix	
BUREAU Jocelyn		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
GUILLOIN Stéphanie		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
METAYER Martine		1 voix
VOUZELLAUD François		1 voix
PRAS Pascal		1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

14) SA d'HLM Harmonie Habitat – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès d'organismes bancaires – Garantie de Nantes Métropole

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h48**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **59**

Voix exprimées : **56**

Non votés : **2**

Pour	56 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix

SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
SOTTER Jeanne	1 voix
TALLEDEC Denis	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants

3 Voix

GUILLOIN Stéphanie	1 voix
PROCHASSON François	1 voix
IMPERIALE Sandra	1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

Vote groupé des délibérations 15 à 17

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h50**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **59**

Voix exprimées : **58**

Non votés : **1 voix**

Pour	58 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLOIN Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix

SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
SOTTER Jeanne	1 voix
TALLEDEC Denis	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants	1 Voix	
PRAS Pascal		1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

18) Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Opérations d'acquisition amélioration et de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garanties de Nantes Métropole

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h51**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **59**

Voix exprimées : **57**

Non votés : **2**

Pour	57 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLON Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix

SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
SOTTER Jeanne	1 voix
TALLEDEC Denis	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants	2 Voix
--------------------	---------------

LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie	1 voix
PRAS Pascal	1 voix

Date : **vendredi 10 juin 2022**

Bureau Métropolitain - 10/06/2022

Président :

Secrétaire :

Vote groupé des délibérations 19 à 21

Unanimité

Date du vote : **10/06/2022 - 16h53**

Mode de scrutin : **Public**

Votants : **59**

Voix exprimées : **59**

Non votés : **0**

Pour	59 Voix	100,0%
AFFILE Bertrand		1 voix
AMAILLAND Rodolphe		1 voix
ARROUET Sébastien		1 voix
BASSAL Aïcha		1 voix
BERTHELOT Anthony		1 voix
BESLIER Laure		1 voix
BOILEAU Vincent		1 voix
BOLO Pascal		1 voix
BONNET Michèle		1 voix
BOUVAIS Erwan		1 voix
BUREAU Jocelyn		1 voix
CADIEU Véronique		1 voix
COPPEY Mahel		1 voix
COUVEZ Eric		1 voix
DELABY Françoise		1 voix
DESCLOZIERS Anthony		1 voix
DUBETTIER-GRENIER Véronique		1 voix
FOURNIER Hervé		1 voix
GARREAU Jacques		1 voix
GESSANT Marie-Cécile		1 voix
GOUEZ Aziliz par procuration à FOURNIER Hervé		1 voix
GRACIA Fabien		1 voix
GRELAUD Carole		1 voix
GROLIER Patrick		1 voix
GUERRIAU Christine		1 voix
GUILLOIN Stéphanie		1 voix
GUINÉ Thibaut		1 voix
GUITTON Jean-Sébastien		1 voix
IMPERIALE Sandra		1 voix
JUDALET Anne-Sophie		1 voix
KABBAJ Anas		1 voix
LE CORRE Philippe		1 voix
LE COULM Juliette		1 voix
LEBLANC Nathalie		1 voix
LEFRANC Elisabeth par procuration à LEBLANC Nathalie		1 voix
LEMASSON Jean-Claude		1 voix
LERAY Isabelle		1 voix
LOBO Dolores		1 voix
LUCAS Michel		1 voix
MARTIN Nicolas		1 voix
METAYER Martine		1 voix
NGENDAHAYO Liliane		1 voix
OGER Martine		1 voix
PARAGOT Stéphane		1 voix
PINEAU Jacques		1 voix
PRAS Pascal		1 voix
PROCHASSON François		1 voix
REBOUH Ali		1 voix
ROLLAND Johanna		1 voix
ROUSSEL Fabrice		1 voix
SALAUN André		1 voix
SALECROIX Robin		1 voix
SCUOTTO-CALVEZ Christelle		1 voix

SOBCZAK André par procuration à TRICHET Franckie	1 voix
SOTTER Jeanne	1 voix
TALLEDEC Denis	1 voix
TRICHET Franckie	1 voix
TURQUOIS Laurent	1 voix
VOUZELLAUD François	1 voix

Non votants

0 Voix

~~BERTHELOT Anthony~~

~~1 voix~~